

A.P.

défense de Occident

Les non-conformistes de l'opposition



Michel RIMET :

L'Université à la croisée des chemins



François DUPRAT :

La guerre et l'occupation dans les pays baltes



Guy de GEORGES :

Deux mille ans d'hérésie



Maurice BARDECHE :

La publicité, poison moderne



LES EDITIONS DU PRIEURE, 1, rue Palatine, Paris (6^e)

Vient de paraître

Maurice MAGNILLAT

Quand l'Histoire passe aux feux rouges

Préface de **Gustave THIBON**

*Un résumé vigoureux des fautes qui nous ont conduits
à un tournant dramatique de notre histoire.*

Un volume in-16 jésus, 230 pages

Franco : 15 F

François TISSIER

Le Coup de la Dialectique

*La mystification de la doctrine marxiste magistralement
démontée : un ouvrage important pour votre bibliothèque
politique.*

Un volume in-8°, 280 pages

Franco : 20 F

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17^e année

Mars 1969 — N° 80

SOMMAIRE

- M. B. : *Les non-conformistes de l'opposition.* 3
Michel RIMET : *L'Université à la croisée des chemins.* 11
François DUPRAT : *La guerre et l'occupation dans les pays baltes.* 27
Guy de GEORGES : *Deux mille ans d'hérésie.* 38
P. FONTAINE : *Révolution énergétique contre sabotage économique.* 51
Maurice BARDECHE : *La publicité, poison moderne.* 60

CHRONIQUES :

- Robert CAZENAVE : *La chronique du mois.* 66
La chronique de P. HOFSTETTER : *Comment l'Inde fut trahie et perdue.* 73
La chronique des Arts de F.-H. LEM : *A la Bibliothèque Nationale, le deuxième centenaire de la naissance de Chateaubriand.* 79
LES LIVRE DU MOIS : E.-E. SMITH, *La jeunesse de Staline, L'Internationale étudiante, Une paix violente, Le Reichstag brûle, La résistance et les communistes, Cœur et Croix.* 83

DOCUMENTS :

- Mémoire sur les accidents de la route.* 90

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

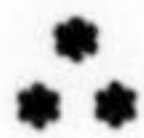
Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Les Non-Conformistes de l'Opposition

Les lecteurs même assez récents de *Défense de l'Occident* savent qu'une des préoccupations constantes de notre revue a toujours été d'empêcher le « rabâchage » de s'imposer comme langue commune des différentes parties de l'opposition et de proposer au contraire une mise à jour et une révision continuelles des thèses que nous proposons. C'est dans le cadre de ce travail de révision que se placent les quelques réflexions que je dicte ici rapidement, sans autre objet que de signaler quelques points de repère dans l'itinéraire de cette opposition qu'on appelle traditionnellement nationale, que j'appellerais plus volontiers radicale en ce sens qu'elle me paraît s'opposer totalement à la plupart des principes du monde actuel, et dont les circonstances feront peut-être un jour malheureusement en réalité une opposition qu'il faudrait appeler de salut public.



Commençons par noter, en forme de parenthèse, mais comme une remarque symptomatique que ces points de repère sont difficiles à fixer. Où s'expriment à l'heure actuelle les thèses de cette opposition à laquelle nous prétendons nous rattacher ? On cherche en vain l'organe qui puisse représenter vis-à-vis de l'actualité les thèses du parti de M. Tixier-Vignancour par exemple. Les hebdomadaires que lisent la plupart de nos amis, *Rivarol* ou *Minute*, ne représentent nullement des positions élaborées par des états-majors, mais uniquement des

opinions personnelles. Dans la pulvérisation complète de l'opposition, c'est à de petits groupes numériquement peu nombreux et par conséquent peu représentatifs, parfois ankylosés par une doctrine rigide ou encore à des groupes sporadiques, à des publications éphémères, qu'il faut s'adresser pour jalonner ce parcours à peine visible parmi tant de cendres. Cela comporte une certaine marge d'incertitude, mais ces conditions de travail ingrates ne doivent pas nous faire renoncer à toute tentative de réflexion.

*
**

Un des aspects les plus remarquables de l'évolution de l'opposition depuis plusieurs années est la perte de vitesse de l'idée européenne.

Ce n'est pas assez de dire que cette idée est stagnante : en réalité, depuis plusieurs années, elle recule. Ce recul est dû aux faits eux-mêmes d'abord, et notamment à l'obstination avec laquelle, depuis dix ans, le régime gauliste s'oppose à tout progrès dans la réalisation d'une communauté européenne. Cette torpeur pèse sur tout le monde, même sur les ennemis de ce régime.

Mais il y a assurément d'autres causes à cette hibernation. J'en vois une en particulier qui me paraît grave, mais qu'il me paraît indispensable de regarder en face. L'idée européenne perd du terrain parce que l'idée d'une Europe indépendante, telle que nous la concevions il y y dix-huit ans, paraît aujourd'hui d'une réalisation difficile.

A cette époque, en effet, toute une partie de l'Europe était à reconstruire, mais l'Europe n'avait pas pris sur le plan de l'industrie et de l'armement atomique le retard qu'elle a aujourd'hui. On pouvait espérer alors qu'un effort énergique des gouvernements européens pourrait rattraper le temps perdu et faire de l'Europe non seulement une communauté industrielle et un « marché », mais une communauté stratégique capable de rassembler des forces suffisantes pour s'opposer aux entreprises du bloc soviétique. Le temps perdu à cet égard est aujourd'hui très difficile à rattraper. Une communauté euro-

péenne indépendante ne peut plus être aujourd'hui qu'une communauté *relativement indépendante* vis-à-vis des Etats-Unis, puisqu'elle ne peut assurer elle-même seule sa défense contre une agression soviétique. Les partisans les plus résolus de l'indépendance européenne ne peuvent aujourd'hui se cacher que le parapluie atomique américain est un système de protection indispensable à l'Europe : il ne pourrait être remplacé que par une alliance avec l'Union Soviétique qui aurait pour résultat de faire passer les divers pays européens au rang de démocraties populaires sous protectorat soviétique comme le sont aujourd'hui la Pologne ou la Tchécoslovaquie.

Cette impuissance de l'Europe est non seulement décourageante, mais elle conduit, en fait, à un esprit de démission. La plupart des Etats européens n'ont pas le courage de s'engager dans la politique à longue portée qui leur permettrait de s'affranchir un jour ou l'autre de la protection américaine. Tous se réfugient dans le *statu quo*. Ils ont tendance à se satisfaire de la situation actuelle puisqu'elle est viable pour l'instant. Ils n'en conçoivent pas ou ils s'en dissimulent les dangers pour l'avenir. Il n'y a plus d'idée européenne parce que, quoi qu'en disent les européistes les plus convaincus et les Américains eux-mêmes, la politique du Pacte Atlantique est une *solution de rechange* dont tous les gouvernements se satisfont, parce qu'elle les allège de la tâche redoutable d'avoir à pourvoir à leur sécurité.

Mais il y a une seconde raison pour laquelle l'idée européenne a perdu du terrain. Les Etats européens ne se sont intéressés qu'à une seule réalisation, celle de l'Europe mercantile qu'ils appellent l'Europe du Marché Commun. Or cette Europe du Marché Commun, fondée essentiellement sur le *mercantilisme*, est obérée à la naissance de toutes les tares et de toutes les menaces qui pèsent sur celui-ci. Elle ne provoque aucun enthousiasme, parce que le *mercantilisme* n'en peut provoquer aucun. Elle suscite au contraire les subterfuges et les malhonnêtetés naturels au jeu des intérêts.

L'Europe du Marché Commun ne repose donc sur rien puisqu'elle ne repose sur aucun *sentiment*. L'image de

l'Europe qui se construit devant nous ne peut au contraire que nous inspirer de l'inquiétude et au mieux de l'indifférence. L'Europe ne porte aucune idée, elle se propose de *vendre*, ce n'est là ni un idéal ni une pensée. Qu'est-ce que l'Allemagne lorsqu'elle remplace Adenauer, traître à son pays par ambition, par Heinemann traître à son pays par système ? Qu'est-ce que l'Allemagne quand elle aura à sa tête Willy Brandt comme chancelier et Heinemann comme Président ? Quelle confiance pourrions-nous mettre dans ces spécialistes de la trahison ? Quelle confiance pouvons-nous mettre en Nixon qui paraît être le président des Etats-Unis le plus imbécile qu'il y ait eu depuis 75 ans ? On comprend que devant cette Europe d'épiciers dirigée par des fripouilles ou des crétins le sentiment du repli sur soi-même gagne du terrain avec rapidité.



Le nationalisme qu'on voit renaître ne se soucie pas d'apporter une solution aux impossibilités auxquelles se heurte actuellement tout nationalisme. Il s'affirme, voilà tout. Et l'on comprend très bien pourquoi il s'affirme avec tant de vigueur précisément en ce moment. En un temps où l'internationale juive se démasque comme une force d'occupation qui fait aujourd'hui ses grandes manœuvres dans la presse française, il est naturel qu'on voie réapparaître les mots d'ordre qui étaient ceux des nationalistes il y a trente ans. Il est certain qu'on réunira plus de monde dans une salle en écrivant sur des banderoles, « *La France aux Français* », qu'en convoquant la jeunesse pour lui expliquer que le voyage de M. Nixon est certainement le point de départ d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'Europe.

Cette recrudescence du nationalisme, on ne peut que s'en féliciter, à condition qu'elle débouche sur quelque chose. Si elle doit être un élément de rassemblement, au moins ne faut-il pas qu'elle nous conduise vers nos vieilles impuissances. Or, dans une époque où nous avons à combattre sur le plan idéologique des adversaires qui pré-

sentent des conceptions globales du monde et qui nous offrent non seulement une explication de l'histoire, mais une analyse du présent et une description de l'avenir, le nationalisme, me semble-t-il, n'a guère de chances de se faire entendre s'il propose pendant le même temps des solutions à l'échelle municipale au lieu d'avoir lui aussi une conception de l'homme et de la société. Et rien ne nous empêche d'avoir une telle conception, tout nous y conduit même.

De cela je voudrais que les mouvements nationalistes aient plus entièrement conscience. Ils ont à l'égard de la société de production-consommation une attitude de parfaite liberté dont je voudrais les voir se servir plus complètement.

Le nationalisme n'est lié absolument en rien par ses principes au *mercantilisme* du monde actuel, tout au contraire. La sensibilité nationaliste prend naissance dans le respect de qualités fondamentales de l'homme qui ne sont pas celles du marchand et elle proclame une hiérarchie qui est tout à fait différente, qui est à l'opposé même de la hiérarchie de l'argent. Elle n'est pas liée non plus à l'économie libérale ni à l'idéologie libérale dont les fruits sont le règne de l'argent, le règne de l'étranger, le règne du matérialisme.

Le nationalisme, par ses traditions et par ses sources, se réfère d'une part aux qualités qui sont les qualités fondamentales de tout classement des hommes, la primauté de la loyauté, de l'honneur, de la parole donnée, du civisme, de l'honnêteté, il est attaché d'autre part à l'indépendance de la nation qui est la véritable garantie de la liberté des individus, également à la conviction que le gigantisme économique s'oppose aux lois naturelles, ne peut conduire qu'à des formes renouvelées de l'esclavage et de la dénaturation de l'homme, étouffe le libre développement de l'entreprise individuelle, de l'initiative et d'une économie naturelle à l'échelle humaine, enfin il revendique l'autorité de l'Etat et la priorité de l'intérêt national sur toute considération individuelle ou économique quelle qu'elle soit, comme l'instrument indispensable de la restructuration qu'il faut imposer au

monde incohérent, anarchique et dangereux issu du *mercantilisme*. Le nationalisme est donc par ses principes et par son inspiration l'antidote même du monde moderne qui se construit devant nous, qui est violemment « contesté » par toute une partie de l'opinion et qui devrait l'être par les nationalistes encore plus que par tous les autres.

*
**

C'est par cet humanisme que je voudrais que le nationalisme fût irrigué et inspiré. En conséquence, ne serait-il pas souhaitable que l'opposition nationaliste apparaisse comme une opposition d'autorité et de salut public et réclame dans sa propagande des mesures énergiques de lutte contre le *mercantilisme*? Il est remarquable que les groupes qui représentent actuellement cette opposition se cantonnent dans les principes de la politique générale et n'aboutissent à aucune proposition politique frappante. La lutte contre le *mercantilisme* ouvre pourtant à une opposition dynamique de vastes perspectives. Comment se fait-il qu'aucune législation pratique n'ait jamais été proposée par les groupes de l'opposition nationale contre les spéculateurs, les fraudeurs, les évasions de capitaux? Une action systématique contre le *mercantilisme* devrait se donner pour base la confiscation des fortunes illégitimes lorsqu'elles dépassent un certain chiffre, l'arrestation préventive pour *hyperpossession* et pour *proxénétisme économique*, une enquête sur les trains de vie qui ne sont pas fondés sur un rôle positif et clair dans la production ou sur des services rendus au pays? Nous avons à faire rendre gorge à tous ceux qui se sont installés depuis cent ans sur le territoire français et qui se sont enrichis par le pillage et l'usure.

Faire passer dans les faits et dans les programmes cette lutte contre le *mercantilisme* est une entreprise plus difficile qu'elle ne le semble, en raison des habitudes acquises et d'une certaine timidité d'esprit. C'est ce que nous prouve une enquête passionnante et très riche que vient de faire paraître M. J.-L. Loubet del Bayle aux *Editions du Seuil* sur *Les non-conformistes des années 30*. Ce gros

livre est l'étude de toutes les tentatives qui ont eu lieu entre 1930 et 1940 pour essayer de renouveler la pensée de l'opposition nationale. Je trouve, pour ma part, ce livre passionnant et infiniment riche. Dois-je avouer aussi qu'il m'inspire une certaine tristesse quand je pense aux occasions perdues et aux efforts multipliés en vain ? De la *Revue Française* où la « jeune droite » fit ses débuts, à *Combat* que dirigea Jean de Fabrègues et à *L'Insurgé* que fonda Thierry Maulnier, à *L'Ordre Nouveau* où l'on rencontrait Robert Aron et Arnaud Dandieu qu'on retrouva plus tard parmi les amis de Drieu La Rochelle, encore avec *Plan* et *Bifur*, les premières revues de Philippe Lamour, que de brouillons, que d'esquisses avec lesquelles toute une génération allait à la rencontre d'un monde nouveau ! Cette génération sentait que les vieux cadres de « l'ordre » craquaient sous la poussée du xx^e siècle. Et elle essayait désespérément à travers vingt tentatives diverses et parfois même contradictoires, de donner à la sensibilité qui nous avait conduits au nationalisme d'autres dimensions, d'en dégager une inspiration qui fut commune à tous les hommes. Qu'essayons-nous d'autre aujourd'hui ? Et comme cette tâche est difficile.

Une note de l'Editeur nous apprend que M. Loubet del Bayle a appartenu au Centre National de la Recherche Scientifique et qu'il est actuellement assistant à la Faculté de Droit de Toulouse. Saluons ce premier travail sérieux et honnête sur ces années fiévreuses et vaines. Mais en même temps sachons en retenir la leçon. Il y a au-delà du nationalisme aujourd'hui impuissant un radicalisme antimarxiste qui essaie en vain depuis quarante ans de donner une forme à toute une partie de la pensée politique française. Cette puissance de renouvellement, cette fontaine de Jouvence, s'est heurtée partout au relief granitique de l'obstination conservatrice, celui de l'opposition comme celui de la démocratie, elle a été dispersée par le découragement en ruisseaux, en « tendances », en *carrières*. Que de noms, que de chaires, sur la couverture de ce livre : Robert Aron, Daniel Rops, Philippe Lamour, Thierry Maulnier, Emmanuel Mou-

nier, Pierre-Henri Simon, dans les années suivantes, Gaston Bergery. Tant de fièvre, tant de colères n'ont produit que des administrateurs et des académiciens. Sommes-nous des incurables ?

N'est-il pas utile que ces *non-conformistes* dont les efforts n'ont pu s'inscrire nulle part trouvent enfin une audience ? Cette partie vivante de l'organisme antimarxiste sera-t-elle éternellement étouffée par les cellules mortes que font proliférer le conservatisme et la peur, cancer des oppositions traditionnalistes ?

Quelles que soient les difficultés que rencontre la lente et décevante progression de l'idée européenne, gardons en notre esprit cette évidence que les nations d'aujourd'hui, si leur santé et leur force sont à coup sûr la base de toute construction solide de l'avenir, ne peuvent prétendre recevoir à elles seules le choc des grands conflits planétaires. Devant les catastrophes qui peuvent s'abattre sur nous, une *France forte* n'est pas plus un *palladium* qu'une Belgique forte, une Espagne forte, une Italie forte. Si l'europhisme est aujourd'hui dans l'impasse par la faute de ceux qui nous ont dirigés, le nationalisme pur n'est pas pour autant sorti de l'impasse dans laquelle il se trouve engagé depuis 1945. Europhisme et nationalisme sont deux expressions qui ont de moins en moins de sens si on ne leur donne pas un contenu. Une Europe indépendante ne peut reprendre vigueur que si elle porte un idée nouvelle, si elle apparaît à tous les hommes comme une nécessité, non comme une *troisième force*, mais comme une *troisième civilisation*. Et il en est de même du nationalisme. Ce qu'il peut, ce qu'il doit nous fournir, c'est une autre hiérarchie pour les hommes, c'est une autre image de l'homme que celle de *l'employé* et du *marchand*. L'europhisme et le nationalisme ne sont pas des tendances opposées comme on le croit trop souvent. Ce sont des tendances qui se complètent et qui affirment au fond la même chose. Elles ne peuvent survivre l'une et l'autre que par un contenu nouveau.

M. B.

L'Université à la croisée des Chemins

Plusieurs mois se sont écoulés depuis la pseudo-révolution universitaire de mai-juin 1968 et il est bon de faire le point de la situation dans l'Education nationale, aussi bien que d'essayer de définir les lignes de force qui se manifestent au sein de ce grand corps, où règne, semble-t-il, la plus grande confusion.

Disons d'abord, en fait de préambule, qu'une révolution digne de ce nom a pour but de remplacer un ordre social désuet ou anachronique par un autre plus juste, plus adapté aux nécessités du moment. Cette mutation doit s'effectuer si possible dans le calme, sous l'impulsion d'un homme disposant d'une autorité et d'un crédit suffisants auprès du peuple, ou d'un groupe d'hommes de bonne volonté. Au besoin elle doit s'effectuer de manière violente, si elle doit mettre un terme à une situation intolérable à condition que les désordres passagers soient largement compensés par les avantages obtenus au cours de la phase constructive qui doit faire suite à la phase explosive et destructrice. Tel ne fut pas le cas justement au cours des mois qui viennent de s'écouler. Rappelons les faits très brièvement :

En mai 1968, sous l'impulsion de quelques « enragés » (Cohn-Bendit, Sauvageot, etc...) les étudiants, de Nanterre d'abord, de la Sorbonne ensuite, déclenchèrent un mou-

vement de « contestation », d'abord par la grève, puis par l'occupation des locaux, et des manifestations de rue à caractère d'émeute. Par la contagion de l'exemple, les étudiants de province « emboîtèrent le pas » à leurs collègues parisiens. Dans les universités, des soviets se constituèrent appelés tantôt « assemblées constituantes », tantôt « états généraux », qui se donnèrent pour tâches d'élaborer les structures nouvelles de leurs universités respectives. Un processus révolutionnaire avait donc bien pris naissance, mais fut étouffé dans l'œuf, soit par l'action maladroite (parce qu'outrancière) des révolutionnaires « bon teint », soit par l'action freinatrice, consistant en manœuvres dilatoires, de fonctionnaires placés au sommet de la hiérarchie universitaire et tenant à conserver leurs sinécures, avec tous les privilèges y afférents (professeurs et maîtres de conférences), soit enfin par l'incapacité des gens de bonne volonté, inaptes à promouvoir des réformes constructives. Il en résulta que l'action de ces assemblées universitaires régionales se solda par un bilan à peu près nul ; dès le début, elles s'enlisèrent dans la procédure, et sous l'impulsion de leurs éléments gauchisants (P.S.U., J.C.R., etc...) passèrent une grande partie de leur temps à voter des motions hostiles au régime, de telle sorte que les problèmes de fond furent, dans les meilleures conditions, à peine effleurés, et dans la plupart des cas, complètement laissés de côté. L'activité (si l'on peut dire !) de ces petits soviets consistait en discussions byzantines et en parlottes stériles ; elle fut interrompue vers la fin juillet par le départ en vacances des étudiants, professeurs et personnels de faculté, et ne put reprendre à la rentrée dans des conditions normales. L'interruption de deux ou trois mois avait porté un coup fatal à ces assemblées en provoquant une désaffection chez la plupart de leurs membres. En juin dernier le chef de l'Etat avait commis la maladresse de définir l'université française comme un « grand corps incapable de s'organiser et d'élaborer ses propres structures ». Certes les mois qui suivirent lui donnèrent raison, mais une telle assertion à une époque où les esprits étaient passablement tendus, pouvait passer pour

un défi, voire pour une provocation à la désobéissance, à l'anarchie, pour ne pas dire une incitation au désordre.

Il est bien évident, en effet, que l'élaboration de nouvelles structures, universitaires ou autres, ne peut, en France s'effectuer convenablement dans un cadre régional, mais seulement au niveau des superstructures étatiques, c'est-à-dire du pouvoir central. Soucieux de ne pas tomber dans l'illégalité les soviets précités se considérèrent surtout comme des assemblées consultatives n'ayant aucun pouvoir de décision, et capables seulement d'adresser au ministère des « motions », des « vœux pieux » (*sic*). En fait aucune des suggestions présentées ne fut retenue par le pouvoir central, ce qui démontra, en fin de compte, la parfaite inutilité de ces assemblées. Celles-ci, brisées en quelque sorte, par la période des vacances, cessèrent de se réunir à des intervalles réguliers, et s'ajournèrent sine die. La situation universitaire n'en revint pas pour autant à la normale ; certains désordres se reproduisirent dans la capitale même mais avec une ampleur bien plus réduite qu'en mai-juin. D'une façon générale le malaise subsiste. Dans les facultés, ce sont à peu près toujours les mêmes structures qui prévalent sous des changements apparents. Cependant le gouvernement avait une belle occasion de reprendre la situation en mains en juillet dernier, lors du départ en vacances des universités, et de promouvoir, dans l'ordre, les réformes indispensables.

*
**

Certes, Edgar Faure, pendant les semaines d'été, a élaboré sa loi d'orientation, mais il est permis d'avoir des doutes sur l'efficacité des dispositions qu'elle contient. Inspirée par un souci démagogique évident — comme en témoigne l'éclatant succès qu'elle obtint au Parlement ! — elle est rédigée en des termes assez vagues et équivoques, laissant la porte ouverte à toutes les solutions possibles. Par la suite, Edgar Faure,

maintes fois interviewé par les journalistes, a cependant été obligé de préciser quelque peu sa pensée. Démagogue consommé, le ministre actuel de l'Education nationale est dominé par un souci d'égalitarisme. C'est ainsi qu'il est farouchement hostile à la sélection des étudiants à l'entrée des facultés, estimant qu'une telle mesure heurterait les tendances égalitaires du peuple français, dit-il en substance. Une telle position ne peut qu'aggraver une situation déjà bien compromise, si l'on en juge par certains chiffres : La République fédérale, pour une population de 60 millions d'habitants, ne compte que 300.000 étudiants, alors que les 50 millions de Français en ont 600.000 !!! Cependant les Allemands ne sont absolument pas un peuple sous-développé ! Ils n'ont rien à envier aux Français ni dans le domaine économique, ni sur le plan scientifique et technique, bien au contraire !

Les résultats désastreux d'une telle politique ne tarderont pas à se faire sentir : les diplômés français seront méprisés, voire jugés non-valables à l'Etranger, en raison de l'effondrement du niveau intellectuel moyen de nos universités, qui entraînera, par voie de conséquence la dégradation de l'enseignement dispensé par celles-ci. Il sera d'autre part impossible de procurer des emplois à une masse d'étudiants nantis de parchemins dévalués ; la moitié, ou tout au moins une forte proportion demeureront sans occupation et seront irrécupérables à un échelon inférieur, en raison de leur absence totale de qualifications professionnelles. Ils formeront une masse de prolétaires intellectuels aigris et prompts à la révolte, constituant ainsi un milieu particulièrement réceptif aux idées subversives des castristes, maoïstes et autres, révolutionnaires, plus ou moins anarchisants.

Ajoutons que cette inflation estudiantine nécessite d'importants crédits de fonctionnement et d'équipement, et grèvent donc lourdement le budget national.

D'autres pays, dont on ne peut mettre en doute les tentances démocratiques, et non des moindres, pratiquent une sélection impitoyable parmi les étudiants : c'est notamment le cas pour l'U.R.S.S., pour la Roumanie et autres pays de l'Est. Cependant des pays capitalistes la met-

tent également en honneur. Il est établi qu'en Californie, 20 % seulement des titulaires des diplômes de fin d'études secondaires entrent à l'Université, après quatre années de « Collège » il est vrai (1), la sélection s'opère surtout par examens des dossiers. Pourtant les Américains sont atteints d'un complexe d'égalitarisme nettement plus marqué que celui des Français, n'en déplaise à M. Edgar Faure ! Ce dernier ne s'en est d'ailleurs pas tenu exclusivement à l'Enseignement supérieur ; dans le second degré il a imposé la suppression des notes chiffrées et leur remplacement par de vagues appréciations littérales (Très-Bien, Bien, etc...) ainsi que la suppression de tout classement ; au nom de la « participation », il a autorisé des parents d'élèves à siéger à côté des professeurs dans les conseils de classe et il envisage la suppression de l'examen d'entrée en 6^e. C'est une des plus importantes tentatives de « nivellement par le bas » qu'on ait jamais vues ! Désormais les cancre auront certes de bonnes raisons de ne plus éprouver de sentiments d'infériorité ; cette absence d'inhibition n'en fera pas pour autant des sujets valables ; d'autre part, les élèves les plus brillants ne seront-ils pas découragés par un tel nivellement ?

Dans de telles conditions on peut se demander s'il y aura beaucoup de jeunes pour embrasser la carrière de « professeur de lycée » (ou de collège), déjà très difficile et assez méprisée des jeunes intellectuels, depuis quelques années !!!



Second point : le ministre lâchant la bride à la minorité estudiantine agissante, envisage de laisser la politique s'installer dans les facultés et prévoit même à cet effet la réservation d'un local dans l'enceinte de chaque bâtiment ou campus. Ce sera là une cause supplémentaire

(1) Ces indications nous ont été aimablement communiquées par M. Louis Leprince-Ringuet à qui nous exprimons notre gratitude.

de troubles ou tout au moins d'animosité entre jeunes gens. Il faut se souvenir qu'avant-guerre, la politique, dans ses aspects polémiques, c'est-à-dire néfastes, était totalement absente de l'Armée, ce grand corps national qui devait sa force, à la discipline certes, mais aussi à l'union de tous, et qu'elle était peu marquée dans l'Université. Une telle situation a commencé à changer après la défaite, lorsqu'une partie de l'armée s'est scindée en deux : d'un côté les loyalistes demeurés fidèles aux autorités légales, c'est-à-dire au gouvernement du Maréchal Pétain, et de l'autre les forces françaises libres passées en Angleterre sous les ordres du Général de Gaulle. Il y avait antagonisme entre une légalité à la disposition de l'occupant et une illégalité mise au service des patriotes. Il fallait donc choisir entre la légalité et le patriotisme ; ce cruel dilemme, qui laissait indifférente la grande masse civile de la population, devenait crucial pour l'Armée et cela à tous les échelons de la hiérarchie. Cette situation créait un précédent fâcheux, car elle laissait pratiquement la liberté de choix aux militaires et donnait à ces derniers la possibilité de désobéir à leurs chefs hiérarchiques en choisissant le patriotisme dans l'illégalité. Pour ces soldats, une telle option avait une signification politique autant que patriotique. La politique avec tous ses aspects, bons ou mauvais, faisait son entrée à l'Armée ; une telle structure allait d'ailleurs être aggravée par une mesure du gouvernement de l'époque, prise après la Libération, accordant le droit de vote à tous les individus majeurs, aussi bien aux militaires et aux femmes qu'aux civils de sexe masculin. Les discussions politiques, teintées de polémique nocive et stérile, faisaient leur apparition à la caserne. L'Armée, qui jadis imposait le respect à la Nation par sa cohésion et sa dignité, allait offrir le spectacle d'une communauté en proie à des luttes partisans (qu'on se souvienne du complot des bazookas, des différents complots d'Alger, de l'O.A.S., etc...).

Dans l'Université, la situation allait subir une dégradation parallèle à la précédente. Il suffit de se souvenir qu'avant-guerre, les étudiants en proie à des difficultés

matérielles très supérieures à celles que connaissent actuellement leurs cadets, avaient à cœur d'obtenir leurs diplômes le plus vite possible et mettaient les bouchées doubles ; ils n'avaient guère le temps de faire de la politique. D'ailleurs ils constituaient une élite, du fait que le baccalauréat dont ils étaient détenteurs était très supérieur au baccalauréat actuel. Ils avaient en tout cas le sentiment que leur qualité d'étudiant n'était que provisoire, qu'elle correspondait à une période de maturation, une sorte de purgatoire (les années de bohème ou de « vache enragée »). A l'exception de quelques cancre « fils à papa », ils vivaient dans l'avenir, toutes leurs énergies tendues vers le but à atteindre, qui était l'obtention du diplôme et de la profession que celui-ci permettait d'acquérir. Nombre d'entre eux étaient astreints à un emploi, souvent pénible, pour assurer leur propre subsistance. Enfin il n'y avait, par université, qu'une seule corporation d'étudiants, essentiellement apolitique.

Il n'en est pas de même de nos jours ; la situation actuelle des étudiants est bien plus aisée que celle de leurs devanciers, en raison d'une part de l'accroissement considérable du standard de vie moyen de la population et d'autre part du développement des œuvres sociales universitaires (multiplication des bourses ainsi que des restaurants et des cités universitaires). Non astreints comme leurs aînés à des tâches épuisantes ou rebutantes, ils trouvent le temps de faire de la politique, et ont beaucoup trop tendance à considérer leur condition actuelle comme une profession, et non plus comme un état transitoire. Ils se prennent très au sérieux et se couvrent de ridicule, en faisant grève assez fréquemment, comme si un étudiant était, à court terme, indispensable à la vie du pays ! Ils ne semblent pas se rendre compte qu'en cessant le travail, ils ne portent préjudice qu'à eux-mêmes !!! Ils constituent une masse éminemment suggestionnable, et obéissent plus ou moins aveuglément aux directives qu'ils reçoivent d'un petit noyau de leurs camarades, fortement politisés. Les anciennes associations étudiants, qui avaient un caractère exclusivement corporatif, ont éclaté en plusieurs chapelles riva-

les passant la plupart de leur temps en polémiques stériles.

Que le lecteur nous pardonne cette digression. Les étudiants ne sont pas les seuls à se manifester par des grèves abusives et dénuées de sens : les chercheurs de certains organismes scientifiques, qui exercent les fonctions les plus nobles dans l'échelle des grandes activités nationales et qui, à ce titre, devraient donner l'exemple de la plus parfaite dignité, cessent parfois le « travail » dans l'intention de faire aboutir leurs revendications ; de telles grèves sont parfaitement inopérantes pour la bonne raison que la recherche scientifique n'est ni indispensable, ni même immédiatement utile à la vie d'un pays ; elle est seulement utile à long terme. Il en résulte qu'une grève de chercheurs n'a pas plus de sens qu'une grève d'étudiants. Certes il est assez normal que des postiers, des cheminots ou des éboueurs cessent temporairement le travail pour faire aboutir leurs revendications, parce qu'ils savent que leurs activités professionnelles respectives sont indispensables à la vie de la Nation, et parce qu'ils n'ont que ce moyen d'action pour faire pression sur les employeurs et les pouvoirs publics. Cependant « Noblesse oblige » affirme un dicton, ce qui revient à dire que des intellectuels qui exercent une activité « noble » doivent, pour défendre leurs intérêts professionnels, éviter d'user de procédés vulgaires. En faisant grève, des chercheurs ou des hommes de science se ravalent au rang des portefaix et sont même incomparablement plus antipathiques que ceux-ci, voire ridicules. Il est regrettable que la politique de bas-étage ait perverti tous les milieux et faussé le sens de l'action syndicale par l'abus de la grève ! La décision du ministre actuel d'accorder un local dans l'enceinte de chaque « campus » ou chaque bâtiment universitaire, n'est pas faite assurément pour redresser la situation ; bien au contraire elle est appelée à accentuer la dégradation de l'Université en officialisant les luttes partisans.

D'autre part, récemment interviewé par Michel de Saint-Pierre, M. Edgar Faure déclarait : « Nous voudrions *unifier l'enseignement*, apprendre les sciences aux soi-disant littéraires, les lettres aux soi-disant scientifiques (*sic*)... Toute personne capable de faire une version latine est capable de faire des maths (*re-sic*)... »

A quel point une telle conception, relative aux aptitudes des jeunes est erronée, c'est ce que nous ne dirons jamais assez ! Affirmer qu'il y a toujours eu des forts en maths nuls en lettres, comme il y a toujours eu des artistes et des écrivains incapables de résoudre un problème élémentaire d'arithmétique, nous paraît d'une évidence si aveuglante qu'il est inutile d'y insister, et ce ne sont pas les nouvelles méthodes d'enseignement des mathématiques qui transformeront en polytechniciens des élèves faibles en sciences. En fait, il semble que le grand-maître de l'Université soit atteint d'un complexe d'égalitarisme et de nivellement. Il faut dire en passant qu'une telle attitude a aussi quelques bons côtés et ne présente pas que des inconvénients ; c'est ainsi que l'article 6 de la loi d'orientation précise que « les universités sont pluridisciplinaires et doivent associer autant que possible les arts et les lettres aux sciences et aux techniques. Elles peuvent cependant avoir une vocation dominante ».

Certes c'est faire preuve d'humanisme que d'exiger de chaque individu cultivé qu'il maîtrise bien l'ensemble des disciplines, dans son propre intérêt et particulièrement dans l'intérêt de son équilibre psychique, afin qu'il ne ressemble pas à ces monstres hypertrophiés en un certain sens, c'est-à-dire déformés, que sont les spécialistes et les savants modernes ; cependant ce n'est pas de cela que nous voulons parler car chacun sait que le savoir actuel, par son développement et sa différenciation considérables, exigera de plus en plus, comme adeptes, des spécialistes ayant un champ d'action de plus en plus restreint, afin de pouvoir poursuivre son essor. Nous pensons en fait qu'il existe, dès le collège, des élèves particulièrement doués en sciences et faibles en lettres de même qu'il existe des latinistes et des hellénistes distingués faibles en mathématiques ; cependant on trouve

également une minorité de sujets « polyvalents », dont les aptitudes sont à peu près également réparties entre toutes les disciplines ; ce sont les éléments les plus équilibrés sur le plan psychique et ce sont donc les plus intéressants sur un plan strictement humain, car ils sont très proches de la conception de « l'honnête homme » au sens du XVII^e siècle. Cependant de tels sujets sont les grandes victimes de la société moderne qui préfère accorder ses faveurs aux spécialistes. Le mérite de l'article 6 de la loi d'Orientation serait de donner leurs chances à de tels éléments, en leur permettant de s'adonner à des travaux pluridisciplinaires. Il arrive en effet que le rapprochement de deux disciplines scientifiques soit extrêmement fécond et permette d'aboutir à des résultats originaux ; pour ne citer qu'un exemple, il est rare qu'un mathématicien s'intéresse à l'étude de la biologie ; pourtant nous savons que les sciences exactes sont susceptibles d'applications intéressantes dans l'étude de certains phénomènes vitaux, dans la mesure où ceux-ci peuvent être quantifiés. Quant à nous, nous sommes persuadés que certaines acquisitions des physiologistes pourraient être utilisées avec un grand profit par les sociologues et les ethnopsychologues. Dans le cadre de cet article 6, on pourrait prévoir la création de centres de synthèse ayant pour tâche exclusive le rapprochement des résultats des différentes disciplines et s'abstenant par conséquent de tout travail expérimental. Nous pensons que ces centres auraient pour mérite, non seulement de produire des résultats originaux, au besoin en créant de nouvelles unités hybrides, mais aussi de régulariser le développement des différentes sciences et d'apporter ainsi un remède au malaise du monde moderne, malaise qui provient en partie du développement très inégal des différentes branches du Savoir. Jusqu'à présent quelques tentatives de synthèse ont été faites par des épistémologues, c'est-à-dire par des philosophes de formation littéraire, n'ayant de chaque discipline que des connaissances très sommaires, et elles portaient sur un champ bien trop vaste ou trop exhaustif pour aboutir à des résultats positifs. Pour être vraiment efficace, la Synthèse

doit s'effectuer à plusieurs degrés d'extension, la plus faible extension consistant dans l'association de deux disciplines, voisines ou non, et la plus large consistant dans le rapprochement de toutes les sciences ; cependant un tel creuset poserait des problèmes bien trop complexes ou trop ambitieux, pour aboutir à des résultats valables nombreux (qui trop embrasse mal étreint!!!). En tout cas, de telles réalisations valent la peine d'être tentées.

Il importe toutefois de souligner que ces projets de réforme universitaire ne sont valables que dans la mesure où ils s'harmonisent avec de profondes mutations au sein de la société globale. Autrement dit, il est nécessaire de créer des emplois à l'intention des jeunes intellectuels cultivant ces disciplines nouvelles. Ceci permet de prévoir l'apparition de nouvelles structures sociales pour les années à venir.

*
**

Parmi les autres éléments nouveaux que fait apparaître la loi d'orientation, il faut souligner l'incorporation de personnalités extérieures dans les différents conseils (conseil national de l'enseignement supérieur, et de la recherche, à l'échelon national, conseils régionaux de l'enseignement et de la recherche, conseils d'université et peut-être aussi conseils d'unité d'enseignement et de recherche). Une telle mesure risque d'entraîner l'accaparement des chercheurs par l'Industrie privée et plus particulièrement par quelques grands trusts, sans que l'on voie bien les avantages qui pourraient en découler. Certes l'association « Université-Industrie » qui existe depuis de nombreuses années, dans certains centres comme Grenoble, peut avoir un effet stimulant sur la recherche, mais plus spécialement sur la recherche appliquée ; de ce fait la recherche fondamentale risque d'être négligée.

Enfin on ne voit pas trop bien l'utilité de la présence des étudiants au sein des conseils précités ; cette innovation est bien plus démagogique que véritablement dé-

mocratique ; elle témoigne d'une sorte de démission des intellectuels devant la poussée anarchisante venue d'en bas, et d'une sorte d'abandon de leur part devant les responsabilités qui incombent à la gestion des organismes universitaires, lesquels sont de plus en plus nombreux, il est vrai. Elle témoigne, sur un plan plus général, de la dégradation constante de l'autorité dans le corps social, depuis plusieurs décennies déjà. Il est certain que de jeunes étudiants, dont certains n'ont pas atteint l'âge de la majorité légale, ne peuvent avoir la même expérience, les mêmes connaissances et les mêmes compétences que leurs professeurs. Au sein des assemblées, ils ne peuvent guère jouer qu'un rôle d'observateurs, étant donné qu'ils seront minoritaires par rapport à l'ensemble des personnels de faculté.

Indépendamment des avantages de l'article 6 dont nous avons déjà parlé, la loi d'orientation comporte quelques autres aspects positifs : d'abord l'obligation pour les étudiants de suivre des stages d'orientation ; ensuite l'extrême réserve (ou prudence) dont le ministre a fait preuve devant la poussée de la régionalisation. Il est bien évident que l'autonomie, dont les universités seront désormais dotées, est une autonomie de façade ; en effet elles n'auront : ni le droit de limiter le nombre des étudiants — ni celui de fixer les conditions d'accès — ni celui de conférer des diplômes propres — ni celui de créer des unités universitaires nouvelles — ni la moindre autonomie financière puisqu'elles ne reçoivent de fonds que de l'Etat.

Certes le ministre aurait pu être tenté d'accorder à nos universités une autonomie très poussée comparable à celle dont bénéficient les universités anglo-saxonnes. A juste titre selon nous, il n'en a rien fait. Le tempérament français est foncièrement centralisateur et jacobin et s'adapte mal aux régionalismes.

Essayons d'analyser sommairement les causes de la contestation estudiantine de mai-juin 1968 :

Il faut citer en premier lieu l'absence d'autorité que l'on ne peut que déplorer à tous les échelons de la hiérarchie sociale. L'état latent d'anarchie qui se manifeste dans la société globale se retrouve évidemment dans les milieux universitaires et scolaires. Il faut en chercher l'origine dans la disparition de l'esprit familial. Les conditions de la vie moderne constituent un puissant dissolvant de cette cellule de base de la Société qu'est la famille ; celle-ci, il y a quelques décennies, était une communauté élémentaire fortement intégrée ; en son sein, l'individu respectait l'autorité du père (pour ne pas dire du patriarche) et prenait, sa vie entière, l'habitude d'obéir au chef hiérarchique. Actuellement la situation a bien changé : par suite de la complexification de la vie sociale et des liens de plus en plus nombreux qui s'établissent entre individus hors de leurs foyers respectifs, l'enfant et l'adolescent sont de plus en plus aspirés vers l'extérieur, et échappent très tôt à l'autorité du père et de la mère (d'ailleurs celle-ci, très souvent, travaille à l'extérieur pour accroître les revenus du ménage). Si donc l'adolescent, arrivé à l'âge de 20 ans, se révèle incapable de se soumettre à l'autorité établie, ce n'est pas en entrant à l'université, ni à fortiori plus tard dans sa vie d'adulte, qu'il y parviendra. Il ne faut pas demander l'impossible !

Jadis la lutte pour la vie était dure. Le standard de vie moyen était très faible. Pour obtenir un rendement (économique ou autre) minimum, avec les moyens précaires de l'époque, il fallait observer une stricte discipline ; chaque individu était pénétré de cette nécessité de l'obéissance. A l'heure actuelle au contraire, les conditions d'existence étant devenues bien plus aisées pour tous, il se manifeste un certain laisser-aller, un relâchement de la tension initiale. Par goût du moindre effort, les parents, et, dans la société globale, les chefs hiérarchiques, renoncent à exercer leur autorité avec la même rigueur ; cette démission du chef est corrélative de l'indiscipline qui se manifeste chez ceux qui lui doivent obéissance. L'avachissement général des différents mem-

bres du Corps social amène le relâchement dans le travail fourni, qualitativement et quantitativement. Le relâchement des mœurs, l'effondrement du niveau intellectuel des jeunes (professeurs et élèves) ainsi que le passage de l'anarchie, de l'état latent à l'état explosif, en mai-juin dernier, pour ne citer que quelques phénomènes regrettables de notre temps, n'ont pas d'autres causes. Il est un slogan dont on s'est beaucoup servi au printemps 1968, c'est celui de la « diffusion du pouvoir », corrélatif de celui de « participation ». On veut remettre en honneur la notion de responsabilité, à tous les échelons de la hiérarchie sociale ; on ne veut plus que les fonctionnaires soient des pions sur un échiquier, et les salariés, des robots ; c'est la raison pour laquelle on « intéresse » les ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, en leur accordant, soit une prime proportionnelle au rendement de chacun, soit des actions ou des parts sur l'entreprise. Il est certain qu'à ce stade, la coopération « capital-travail » doit avoir surtout des effets bénéfiques, en améliorant le rendement de l'entreprise et le revenu de chaque travailleur. Il est normal, dans de telles conditions, que les ouvriers, par le canal de leurs représentants, participent à la gestion de l'entreprise. Une telle « participation » comporte certes de grands avantages, notamment en atténuant la lutte des classes ; il n'en est pas de même de celle qui associe des étudiants à des enseignants chevronnés, en vue de la gestion des intérêts de l'université ; il ne s'agit plus là de l'association « Capital-Travail » : les professeurs ne sont pas des « patrons », *stricto sensu* ; ils n'ont aucun capital à gérer ; ce sont des fonctionnaires, particulièrement expérimentés et compétents dans leurs disciplines respectives, et nantis de tous les pouvoirs en matière d'éducation de la jeunesse, par la Société globale ; quant aux étudiants, ce ne sont même pas des travailleurs, mais seulement des *apprentis*, qui ont pour but de se former sur le plan scientifique et technique, en vue de l'obtention d'une profession ; la plupart sont très jeunes, inexpérimentés et disposent, *ipso facto*, d'un « recul » insuffisant pour avoir pleine conscience des intérêts de l'Université ; au demeurant,

il n'est pas certain, en admettant qu'ils en aient une idée pleinement lucide, qu'ils soient disposés à agir dans l'intérêt de l'enseignement supérieur, lequel ne représente pour eux qu'une situation transitoire. Les étudiants semblent absolument inaptes à discuter de l'opportunité de tel ou tel enseignement ou discipline, ou d'une modification éventuelle des programmes, ou même de la gestion des crédits alloués à chaque université, à chaque unité d'enseignement et de recherche. D'autre part « on ne peut être à la fois juge et partie », affirme un adage dont l'application est générale, du fait de son aveuglante logique. Or les étudiants qui prétendent participer à leur propre jury d'examen enfreignent de façon si flagrante cet adage que le juriste Edgar Faure n'a pas jugé utile de leur accorder satisfaction sur ce point. Cependant une application stricte de ce vieux principe aurait probablement empêché aussi, quoique de manière bien plus complexe et moins évidente, la participation des étudiants aux conseils ; il est très regrettable que le ministre ne l'ait pas compris !

Il importe donc de bien définir les limites de la « participation » : sous la forme de l'association Capital-Travail, elle restaure la dignité du travailleur et facilite sa promotion matérielle et sociale, en même temps qu'elle améliore le rendement économique, et par voie de conséquence, le niveau de vie de tous ; elle est donc hautement recommandable, en dehors de toute considération politique. Par contre sous sa forme universitaire, telle qu'elle est définie par la loi d'orientation, elle ne peut que gêner ou contrarier une gestion saine et lucide des intérêts de l'Université, même si les délégués étudiants se bornent à jouer un rôle d'observateur ; elle est donc à déconseiller. Cette dégradation de l'autorité, quelles que soient les formes qu'elles revêt (participation, diffusion du pouvoir, etc...) relève d'un phénomène plus général, qui, au sein de la société, tend au nivellement des valeurs au nom d'un égalitarisme systématique, c'est-à-dire à la mise en veilleuse des énergies nobles et à la promotion des médiocres. Un phénomène analogue se manifeste dans la Nature, que les physiciens appellent « aug-

mentation de l'entropie », laquelle consiste dans la dégradation de l'énergie (transformation partielle et irréversible de l'énergie lumineuse ou électrique en chaleur par exemple, c'est-à-dire transformation des formes nobles en formes dégradées). Le même phénomène se retrouve en Biologie et se nomme *vieillessement*, par usure des tissus nobles et prolifération du tissu conjonctif.

(à suivre)

La Guerre et l'Occupation dans les Pays Baltes

L'annexion.

Les trois petits Pays Baltes (Lituanie, Lettonie, Estonie) créés sur les ruines de l'Empire Tsariste, et libérés des bolchevicks grâce à l'intervention des Corps Francs allemands de Von Der Goltz, se montrèrent d'un anti-soviétisme sans faille jusqu'à la Deuxième Guerre Mondiale. Le manque de coordination de leur politique extérieure (il existait bien une alliance entre l'Estonie et la Lettonie, mais la Lituanie faisait bande à part) et les mauvais rapports de la Lituanie avec le Reich (Meurel, sous contrôle international ayant été indûment annexé par les Lituanais en 1923) et la Pologne (pour le contrôle de la ville de Vilna, occupée par un coup de force des Polonais) ajoutaient à la faiblesse des Etats Baltes.

Face à la crise qui menaçait, les Etats Baltes réagissaient par l'adoption d'un style autoritaire de gouvernement (c'est ainsi qu'en 1934 Ulmanis, président de la Lettonie, s'était proclamé « Vadonis », Führer, de l'Etat). Malgré leur volonté de se tenir à l'écart du conflit, les Pays Baltes allaient passer sous la domination de Moscou.

Profitant de ce qu'un sous-marin polonais, en fuite pour l'Angleterre, l'Orzel (Lieutenant de Vaisseau Grudzinski), interné à Tallin (Estonie) ait réussi à s'enfuir et ait,

sans doute, torpillé ensuite un bateau russe, le gouvernement soviétique convoqua à Moscou Karl Selter, ministre des Affaires Etrangères d'Estonie, à la mi-septembre 1939, alors que les Allemands liquidèrent la Pologne.

Le 28 septembre, l'Estonie, rapidement suivie des deux autres états, dut conclure un pacte prévoyant le stationnement de 85.000 soldats rouges sur le territoire des trois Pays Baltes.

Rapidement, les Russes entreprirent de s'assurer de fortes positions politiques, tandis qu'Hitler faisait évacuer les Volksdeutschen qui y vivaient et les installait en Pologne occupée.

Profitant de la défaite de la Grande-Bretagne et de la France sur le Continent, Moscou entreprit à la fin de juin 1940 d'annexer définitivement les Etats Baltes. Des envoyés de Staline, Dekanosov, Vichinsky et Jdanov brisèrent la résistance des gouvernements locaux, par des déportations massives et l'installation d'un système de terreur policière. Les formations du N.K.V.D. récusèrent toute possibilité de lutte. Les présidents de la Lettonie et de l'Estonie, et une grande partie des cadres militaires, culturels et politiques de ces pays furent déportés ou liquidés. Des assemblées « élues » acceptèrent l'entrée de leurs pays dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Les Allemands, quoique inquiets de cet élan expansionniste russe, ne protestèrent pas, mais Hitler se mit à penser très sérieusement à une attaque de l'U.R.S.S., croyant que ce mouvement en avait été combiné avec les Anglais (ce qui n'était absolument pas le cas).

La fin de 1940 et le début de 1941 furent consacrés par les Russes à asseoir d'une façon encore plus ferme leur domination. Beria, chef de la N.K.V.D., multiplia les exécutions et les déportations, en particulier parmi les officiers, le chef chargé de cette liquidation étant le sinistre tchékiste Boris Koum.

Un front, groupant une cinquantaine de divisions, commandé par le général Cyrille Mertchkov (Front « Baltique ») fut chargé par Staline de défendre les pays conquis : Ce front allait faire face aux 16^e (Busch) et

18^e Armées (Küchler) et au 4^e groupe blindé (Höppner), soutenus par la IV^e Luftflotte (Löhr). Ce groupe d'Armées Nord (Von Leeb) devait libérer les Pays Baltes, prendre Leningrad et faire sa jonction avec les Finlandais. Le 3^e Groupe Blindé (Hoth) du G.A. Centre (Bock) devait opérer en liaison avec le G.A. Nord, dans les premiers jours de l'offensive.

La libération.

Le 22 juin se déclenche l'opération « Barbarossa ». Le 3^e groupe blindé allemand franchit le Niemen, entre Grodno et Kaunas. Le Corps lituanien de l'Armée Rouge, travaillé par des agents nationalistes, refuse alors de se battre pour l'U.R.S.S. Les soldats se révoltent et tuent les Commissaires Politiques (le plus souvent juifs) qui les encadrent et les surveillent. Le général Pierre Kubiliunas prend le commandement des partisans anticommunistes et proclame, après avoir pris la vieille capitale, Vilna, l'indépendance de la Lituanie.

Pendant ce temps, le 4^e groupe blindé du G.A. Nord fonce à toute allure, bousculant les Russes. Manstein et son 56^e Corps blindé atteint en cinq jours Dunabourg.

Un peu partout apparaissent des partisans lettons qui attaquent les forces rouges en pleine débâcle. Libau et Mitau sont libérés autant par les Lettons eux-mêmes que par les avant-gardes de la Wehrmacht.

Devant ce désastre, Mertchkov se suicide pour éviter l'exécution par les tueurs de la N.K.V.D. Mais les sauvages mesures prises par Staline en juillet-août amènent une stabilisation du front, tandis que les troupes allemandes doivent stopper de nombreuses contre-attaques vers Cholm et Staraja-Roussa. Le 11 septembre, le 41^e Corps blindé de Reinhardt lance l'offensive finale. Celle-ci se combine avec un formidable soulèvement des Estoniens, galvanisés par des officiers de leur ancienne armée. « Les Frères de la Forêt », dirigés par des officiers tels que Viktor Koern, Alfons Rebane et Hans Hirvelaan, libèrent de larges fractions de leur pays. Tallin, la capitale, est prise par la 217^e D.I. (Baltzer), soutenue par

un soulèvement de la population. Les îles de Dagoë et Oesel sont enlevées par la 61^e D.I. (Haënicke) et des volontaires estoniens, tandis que la flotte russe de la Baltique s'enfuit en toute hâte, perdant de nombreux bateaux. Au début de septembre 1941, les Pays Baltes, sont entièrement libérés. L'Ordre Nouveau commence.

L'Ordre Nouveau dans les Pays Baltes.

Bien que les Allemands soient accueillis en libérateurs, ils se montrent aussitôt très réticents à l'égard du nationalisme autochtone. Le Commissaire du Reich est Heinrich Lohse, adjoint de Rosenberg, ministre des territoires occupés. Ses rapports ne sont pas très bons avec les responsables baltes. Tandis que la Wehrmacht crée des formations militaires (les Schutzmannschaft bataillone) et que les SS prennent en main d'autres groupes de sécurité, Rosenberg et Lohse autorisent la création d'assemblées locales. Celles-ci, au début de 1942, donnent naissance au Landesrat estonien de Hjalmar Mäe et au Directoire Général letton du général Oskar Dankers, après que les unités lettones et estoniennes aient montré leur valeur lors des contre-attaques rouges de l'hiver 1941-42. Les Lituanien, malgré leurs tentatives, n'arrivent pas à obtenir l'égalité de traitement avec leurs frères baltes.

Profitant des erreurs allemandes, les partisans, soit communistes, soit aussi antirusses qu'antiallemands, se mettent à proliférer dans l'Ost Land (nom allemand des Pays Baltes). C'est ainsi que Bronislav Urbanovichius, chef partisan lituanien combat autour de Vilna contre les Schutzmanhaft bataillone du lituanien Pierre Kubiunas. Les « Frères de la Forêt » reprennent le combat en Estonie, cette fois-ci contre les Allemands. Il en est de même en Lettonie.

Les forces de sécurité allemandes sont trop faibles. Au départ le SS brigadeführer Krüger ne dispose que du Régiment SS de Police « Nord » (307^e, 316^e, 322^e Bataillons). Rapidement ces forces vont être renforcées, par la 1^{re} Brigade SS motorisée (SS brigadeführer Hartenstein), le Corps Franc SS « Danemark » (SS sturmbann-

fürer Von Schaalburg), deux divisions de sécurité de la Wehrmacht, une quinzaine de bataillons baltes, de police et d'autres formations locales (dont le fameux 658^e Bataillon de l'Est du lieutenant-colonel Alfons Rebane, Chevalier de la Croix de Fer, futur commandant de régiment dans la 20^e division SS « Estland »).

La direction de la lutte contre les partisans appartenant aux chefs suprêmes de la SS et de la police (Höhere SS und Polizei Führer) : SS Gruppenführer Schröder (Lettonie), SS brigadeführer Wisocki (Lituanie) puis SS brigadeführer Strauch, SS brigadeführer Harm (Estonie), l'ensemble étant coiffé par le Höhere SS und Polizei Führer de l'Ostland, le SS obergruppenführer Friedrich Krüger. Les combats contre les partisans ne sont pas les seuls théâtres des luttes des soldats baltes. Les légions qu'ils ont constitué ont durement été atteintes par les assauts russes de l'hiver 1941-42. Elles sont rapidement reformées.

En août 1942, le Reichsführer SS Himmler, à la demande de son chef d'état-major le SS gruppentrupführer Gottlob Berger, accepte le principe de la création de légions estonienne et lettone (les Litvaniens ne lui paraissant pas racialement assez sûrs).

Au début de 1943, naissance de la « Lettische SS Freiwilligen Brigade » (15.000 volontaires, renforcés par des éléments provenant de la 2^e brigade SS), dirigée par le SS brigadeführer Schuldt), tandis que la « Estnische SS Freiwilligen Brigade » prend forme sous le commandement de l'officier estonien, SS brigadeführer Soodla (6.500 volontaires renforcés par des Volksdeutschen et des Reichsdeutschen de la 1^{re} brigade SS). Les nouvelles formations baltes vont prouver leur valeur contre les formidables troupes soviétiques qui, articulées en 4 fronts (Leningrad : Govorov, Volkhov : Meretzkov, 1^{er} Front de la Baltique : Bagramian, 2^e Front de la Baltique : Popov), se préparent à la fin de 1943 à se ruer sur le front des 16^e et 18^e Armées qui couvrent toujours les Pays Baltes. Le 14 janvier 1944, l'enfer se déchaîne sur le G.A. Nord (Küchler) à partir des têtes de pont à l'Ouest du Lovat et du Volkhov. Le 1^{er} février, Hitler

limoge Küchler, qui a vu son front percé un peu partout et le remplace par Model, qui rétablit la liaison entre la 16^e et la 18^e Armées par l'introduction à Chimsk d'un « groupe de soudure » (Friessner), sans pouvoir tenir la ligne de la Louga. Les forces de Govorov atteignent Narva qui va être le champ de gloire des SS estoniens. 2.000 Allemands, Flamands, Hollandais et Estoniens du 44^e Régiment SS sous la direction du SS obersturmbannführer Rebane brisent pendant plusieurs jours les assauts russes.

Les Allemands continuent leur repli, tout en lançant au combat leurs divisions SS baltes, la 15^e SS « Lettland » et la 20^e SS « Lettland », tandis que la nouvelle division SS lettone, 19^e SS « Latvia » n'est pas encore en état de combattre.

Fin juillet 1944, les Russes repartent à l'assaut. Cette fois le sort des Pays Baltes va se jouer.

La fin de l'indépendance.

Tandis que les forces russes du nord buttent sur la ligne de Narva, les 3^e (Maslénikov) et 2^e (Yérémenko) Fronts de la Baltique contournent le lac Péïpous par le Sud et foncent vers la mer Baltique.

Les Baltes vont lutter avec un courage extraordinaire contre les hordes qui déferlent sur leur sol. Déjà, des coupes sombres ont eu lieu dans leurs rangs. Leur meilleur chef, le SS standartenführer Voldemar Veiss, chef de l'infanterie de la 2^e Brigade SS, est tombé au combat le 16 avril 1944. Son remarquable adjoint, ancien chef du deuxième bataillon de la 2^e Brigade SS tombe le 16 juillet 1944 à Narva ; Karlis Aperats, « Kommandeur » du 32^e Régiment SS ne verra pas la fin de sa patrie.

Le SS obergruppenführer Félix Steiner, chef du III^e Corps Blindé « Germanique » tente de stopper avec ses hommes (11^e SS Nordland SS brigadeführer Scholz, SS Brigade Nederland, SS brigadeführer Wagner, 20^e SS Estland, SS brigadeführer Ausberger) l'avance des rouges.

A Dorpat, le SS *hauptsturmführer* Léon Degrelle, chef du parti nationaliste belge R.E.X., se couvre de gloire en dirigeant la défense d'un régiment estonien et d'un bataillon de ses volontaires de la Brigade SS « Wallonie ».

Entre Opotchka et Dunabourg, le SS *obergruppenführer* Krüger, chef du VI^e Corps SS de volontaires lettons met en ligne même sa 1^{re} division, pourtant incomplète et non entraînée (15^e SS Lettland : SS *brigadeführer* Von Pückler-Burghauss, 19^e SS Latvia : SS *brigadeführer* Streckenbach).

Le 1^{er} Front de la Baltique (Bagramian) livre de furieux combats de chars au G.A. Centre autour de Kaunas et Shavli ; la 18^e armée allemande (Loch) se replie sur Valka, mais le 27 juillet, les Russes percent à Dunabourg et foncent vers Tuksum. Le G.A. Nord est cerné, les Russes ayant atteint la Baltique. Heureusement pour le G.A. Nord (Schörner), les Russes sont battus en Pologne à Siedlice par la 9^e Armée et le IV^e Corps blindé SS de Gille (3^e SS Totenkopf : SS *brigadeführer* Becker, 5^e SS Wiking : SS *brigadeführer* Ulrich et 8^e SS Florian Geyer : SS *brigadeführer* Ruhmor). Aussi Hitler peut-il organiser une grande contre-offensive pour libérer le G.A. Nord. La III^e Armée Blindée, chargée de l'opération, réussit le 20 août, grâce à l'appui de bateaux de guerre, à faire sauter le barrage russe. La jonction se fait avec un groupe de choc de la 11^e SS, dont le chef, Scholz, tombe au combat.

La Lettonie était provisoirement sauvée. Cela n'est rapidement plus le cas de l'Estonie.

A la mi-septembre, le III^e Corps blindé SS se replie du front de Narva pour s'installer entre Pärm et le lac de Virts. Le 22 septembre, un grand convoi naval, escorté par le cuirassé de poche Lutzow et le croiseur lourd Prinz Eugen, évacue Tallin. Le gouvernement estonien d'Otto Tief et Juri Uluots s'efforce alors d'organiser la guérilla ; les « Frères de la Forêt », hier antiallemands, tournent leurs armes contre les envahisseurs soviétiques.

Au début d'octobre, la situation des forces germano-baltes est la suivante : le G.A. Nord (Schörner) conserve le Sud de l'île d'Oesel, la région de Riga, la Courlande et une partie du Nord de la Lituanie, après que les Russes aient de nouveau coupé le G.A. (cette fois-ci définitivement) des forces du Reich. Les 16^e et 18^e Armées du G.A. Nord étaient soutenues par la 1^{re} flotte aérienne (Pflugbeil) et l'escadre de « l'Amiral de la Baltique Orientale » (Buchardi), axée autour du 2^e groupe de combat de l'amiral Thiele (Prinz Eugen et Lutzow).

Pendant des mois, Guderian, chef d'état-major et chargé du Front de l'Est, va se battre avec Hitler pour obtenir l'abandon de la poche de Courlande. Il espère récupérer ainsi les 26 divisions qui tiennent la poche. Mais Hitler sait que la perte de la Courlande signifiera le contrôle de la Baltique par les Russes et donc la fin de la guerre sous-marine (les sous-marins de Dönitz ayant besoin de cette mer pour s'y entraîner); aussi refuse-t-il avec obstination tout retrait complet de ces forces. Un argument tout aussi sérieux est qu'une partie de ces troupes est formée de soldats baltes qui veulent défendre leur patrie et non lutter en mercenaires ailleurs (la 20^e SS estonienne, excellente sur son sol, se disloquera en Silésie en mars, les soldats baltes ne voyant plus de raison de lutter).

Dans la poche de Courlande, la vie s'organise. Les gouvernements baltes s'efforcent de réorganiser leurs services, d'abriter les réfugiés (dont 70.000 Estoniens et 140.000 Litvaniens) tandis que les partisans nationalistes tentent d'augmenter leur potentiel de combat. Anciens membres du « *loup de fer* » (groupe fasciste lituanien de Shetona), de la « *Croix du Tonnerre* » (groupe fasciste letton) et du parti nationaliste estonien, répondant à l'appel à la mobilisation générale, viennent renforcer les formations armées baltes.

Jusqu'en décembre 1944, les formations germano-baltes sont peu touchées par des retraits de troupes vers le Reich. Quant aux Russes, les armées de Bagramyan sont insuffisantes pour parvenir à les jeter à la mer. Aussi

les Soviétiques doivent se contenter de lancer des offensives à objectif limité, visant à fixer sur place le maximum de soldats ennemis.

La propagande rouge présente alors la poche de Courlande comme « le plus gigantesque des camps de prisonniers de guerre », vision, à tout le moins un peu trop arrangée, de la réalité.

Au début de janvier 1945, le général Gunther, successeur de Schörner, se voit brutalement privé d'une partie de ses meilleures troupes. C'est alors, en effet, que la 23^e division SS hollandaise, la 15^e SS lettone et la 20^e estonienne, s'embarquent pour le front de la Vistule, défoncé par la brutale offensive russe du 12 janvier.

Ce brusque retrait réduisait à peu de chose la valeur offensive des 16^e et 18^e Armées, réduite à des éléments beaucoup moins bien entraînés et armés que ceux expédiés vers le Reich.

De plus, l'impossibilité de recevoir des secours et la fin tragique désormais certaine des armées de Courlande, semaient le découragement parmi les troupes, en particulier parmi les soldats baltes.

A la fin de janvier, une mutinerie éclate au sein de la 19^e SS « Latvia », mutinerie brisée par les « jusqu'au boutistes » de la division, sans aide extérieure.

Dans la population, durement touchée par la guerre, le désespoir est aussi grand et les incidents ont tendance à se multiplier. Avertis par leurs agents de la poche, les Soviétiques montent une nouvelle offensive qui n'aboutit qu'à un échec sanglant.

En février et mars, quatre offensives soviétiques viennent s'user sur le front défensif bâti par les armées germano-baltes, désormais dirigées, jusqu'à la fin de la guerre, par le général Hilpert. Celui-ci, tout en poursuivant sa résistance inflexible, envisage avec réalisme les moyens d'évacuer le plus grand nombre possible de soldats et de civils de la poche en cas d'effondrement complet du III^e Reich. Tandis que les retraits de troupes se poursuivent (les forces alliées passeront d'octobre 1944 à avril 1945 de 26 à 8 divisions), Hilpert prépare des lignes successives de repli sur les ports (Tukkum,

Libau), afin de continuer à préserver les chances d'une évacuation massive de la poche.

A la fin de mars, une offensive menée par 6 divisions blindées, 3 motorisées et 13 d'infanterie soviétiques s'enlise dans la boue, après avoir éprouvé de très lourdes pertes. Le groupe de combat de l'amiral Thiele a sauvé Tuksum par le tir de ses pièces de 203 et de 280 mm, écrasant les colonnes d'assaut rouges, elles-mêmes durement contre-attaquées par les SS lettons et les soldats de la Wehrmacht. En avril, la poche de Courlande s'étend encore sur un territoire assez voisin de celui tenu le 9 octobre 44 jour de l'encerclement définitif. Mais, pendant ce temps, les zones tenues par les armées du Reich s'étaient retrécies et les rouges se lançaient à l'assaut de Berlin.

L'annonce de la prise de la capitale allemande et de la mort du Führer ne stoppe pas les combats en Courlande. Hilpert transmet aussitôt à Dönitz, nouveau chef du Reich, sa volonté de combattre jusqu'au bout. Les Russes, rendus furieux par cette résistance et toujours inquiets à l'idée d'un bien hypothétique accord entre les anglo-saxons et l'Allemagne de Dönitz, lancent une dernière offensive contre la poche de Courlande.

Tendus dans un dernier effort, les soldats germano-baltes retardent pendant plusieurs jours l'avance rouge, tandis que Dönitz donne enfin l'ordre d'évacuation. Du 3 au 11 mai, des centaines de milliers de soldats et de civils prennent place dans les bateaux chargés à ras bord, qui, sous les bombardements aériens, se dirigent vers les derniers ports allemands ou sous contrôle allemand. D'autres vont se réfugier en Suède. Trente mille Estoniens passent en Suède, trente-trois mille autres en Allemagne. Cent quinze mille Lettons et cent quarante mille Lituaniens se réfugient en Allemagne (60.000 réfugiés lituaniens se trouvant après mai dans la zone d'occupation russe d'Allemagne seront expédiés dans les camps de concentration soviétiques). Plusieurs centaines de milliers de soldats sont, eux aussi, embarqués sur la flotte hétéroclite envoyée par Dönitz.

Héroïquement, des formations de choc couvrent l'embarquement qui doit être stoppé le 11 mai. 300.000 hommes tombent ainsi aux mains des rouges. Hilpert et le SS obergruppenführer Krüger (chef du VI^e Corps SS de volontaires lettons) ont refusé d'abandonner leurs hommes et sont restés volontairement dans la poche. Le 20 mai, Krüger est sauvagement assassiné par les Russes.

L'ordre russe s'étend désormais sur la totalité des Etats Baltes. Cependant, les hostilités sont loin d'être terminées.

En Lituanie, l'Armée de Libération lutte pendant des années, contre les troupes de l'Armée Rouge et du K.G.B. (police d'état). En Estonie, les « Frères de la Forêt » tiennent le maquis contre les conquérants rouges, tandis que les maquisards nationalistes sont actifs dans les forêts lettones.

Pour briser la résistance, les autorités russes « vidant » les Pays Baltes des opposants. En 1945 et 46 20.000 Estoniens, 50.000 Lettons et 45.000 lituaniens sont chassés de leurs pays respectifs.

En 1949, la collectivisation des terres visant à faire le vide autour des partisans. 40.000 Estoniens, 60.000 Lettons et 60.000 Lituaniens sont envoyés dans des camps de concentration soviétiques entre le 24 et le 27 mars 1949.

Les effroyables pertes de la guerre et de l'occupation rouge ont décimé les Pays Baltes. Selon une déclaration de l'ancien ministre letton Alfreds Berzins, sur les 6.000.000 de Baltes en 1939, 1.250.000 ont été déportés, massacrés, contraints à fuir ou sont tombés au combat. Depuis lors, de nombreux Russes ont entrepris une véritable colonisation des états baltes, désormais intégrés à l'U.R.S.S., depuis l'écrasement vers 1949-50 des formations de partisans nationalistes.

François DUPRAT.

Deux mille ans d'Hérésie ou les Docteurs de la Disgrâce

Deux forces diaboliques sont constamment en lutte contre l'Eglise Catholique, Apostolique et Romaine : la maçonnerie, d'autant plus acharnée qu'en fin de compte elle est coiffée par les Juifs, et le Communisme international, sous les diverses formes de contorsions que nous lui avons déjà connues. Usant d'une nouvelle tactique : la pénétration de l'organisme à débilitier et à détruire, le satanique combat continue.

Où en est le mal qui nous ronge ? S'agit-il de schismes en préparation, ou d'hérésie ? Jésus-Christ a prêché une triple unité : l'unité de foi, l'unité de communion, l'unité de gouvernement. Lors des schismes, seule est en cause l'unité de commandement. Il y a hérésie, lorsque l'on s'attaque aux autres unités. Que prêche la petite minorité bruyante des prêtres et laïcs, qui va jusqu'à adresser des lettres insultantes au Saint Père : elle discute l'infailibilité du Pape, la présence réelle, fonde une auto-critique totale de la Religion catholique sur le principe hégélo-marxiste du Maître et de l'Esclave, dénonce l'idolâtrie de la Vierge et diffuse des catéchismes fourmillant d'atteintes aux dogmes. La Doctrine est atteinte. Il s'agit d'hérésie. Nous en sommes là.

Tout n'est pas faux, dans une Hérésie ; elle contient une intuition juste, mais est faussée par l'interférence d'un système philosophique en contradiction avec la foi ou par un refus explicite ou implicite du *mystère de la foi* (1). Par contre, — et c'est un aspect positif de l'hérésie, rébellion contre *la vérité révélée*, — il est remarquable que tout drame d'hérésie est suivi d'une période de progrès dans l'intelligence de la foi et d'un resserrement de l'union, au sein de l'Eglise (2).

Pour ce qui est de notre pays, il est à constater que le déchirement de la « tunique sans couture » s'amplifie considérablement, depuis les débuts du deuxième règne de Charles-deux-fois-VI. Ce mal, qui vient s'ajouter à tous ceux que nous avons inventoriés depuis 1958, est une des séquelles de la politique prosoviétique du Président-Général Réunis. Ordre ayant été donné, par Moscou, au P.C. et à la C.G.T. de laisser les mains libres au meilleur serviteur actuellement connu de l'U.R.S.S. en monde libre (la preuve en est inscrite dans la trame des journées de mai et juin), le marxisme redouble d'activité contre l'Eglise Catholique qui, elle, ne fait les affaires du « socialisme » (*sic*), ni derrière le rideau de fer, ni ailleurs. Voilà bien une société humaine à abattre qui, seule depuis 2.000 ans, vit, se propage et rayonne d'activités, cependant que toutes autres ont prouvé « qu'elles étaient mortelles ». Et, comme le temps est passé où l'on s'imaginait que l'on allait « éteindre les étoiles » (en attendant ces jours meilleurs, on se contentait de saucissonner en public le vendredi saint et d'imiter le croassement du corbeau sur le passage des prêtres), on a élu une autre tactique, sûrement plus efficace : truffer l'Eglise de ses créatures, par le canal du *presbytérat* et du *laïcat*, et, la contagion, l'orgueil et l'arrivisme aidant, recruter des prêtres et des laïcs en assez grand nombre pour en arriver à détourner l'Eglise de son chemin, en prêchant une « *ouverture au monde* » qui finit par un *abandon de Dieu*.

Tout cela sent la vieille barbe poussiéreuse de Marx, l'ésotérisme farfelu, les erreurs, les déviations, les abcès et les monstruosité, ramassées dans le gouffre nauséa-

bon des hérésies. Qu'importe ! C'est nous, Catholiques traditionnalistes, qui sommes des momies anachroniques et ce sont des déterreurs d'antiquités qui sont des novateurs !

Contre cette subversion, nous luttons, sans faiblir, mais tranquilles : la victoire sera, comme à chaque hérésie, à l'Eglise de Pierre, à qui Jésus a donné le gouvernail. Et la moindre des choses pour des chrétiens, n'est-ce pas, c'est bien que la volonté du Christ soit faite ?

Déjà, Jésus s'exprimait, en une prière angoissée, dans les termes que nous rapporte saint Jean : « Père Saint, gardez dans votre nom ceux que vous m'avez donné, afin qu'ils soient un, comme nous... afin que le monde sache que vous m'avez envoyé ».

Quelles sont ces hérésies, dans lesquelles celle que nous vivons prend sa source amère ?

La première par ordre chronologique, — et cela vous étonne-t-il ? — est celle des Judaïsants, qui, contre saint Paul, refusaient que la Parole de Dieu soit donnée aux « Gentils », foulant aux pieds par là même l'Enseignement : « Allez et prêchez toutes les nations... ». Le sectarisme et le racisme des juifs ne s'est pas démenti, dès lors.

Et c'est l'hérésie Montaniste, voulant substituer à la hiérarchie, l'inspiration directe, comme les équipes de « Témoignage Chrétien », contrôlées par Montaron et le P. Chenu en appellent à l'église charismatique du peuple, pour mettre en condition la Hiérarchie. Puis Arian, qui ne voulait pas que le Verbe et le Père soient consubstantiels ! (nous avons vu poindre la tendance, et le texte en langue vulgaire de la Messe ne traduit pas « consubstantialem » par consubstantiel, qui était pourtant la traduction intégrale et parfaite. Nous avons à connaître des errements sur la virginité de Marie, liés à l'inutilité de la virginité dans le service de Dieu, que réfutèrent saint Jérôme et plusieurs conciles, affirmant la supériorité de l'état de virginité chez les prêtres, l'utilité et le mérite de l'ascétisme chrétien, sous la protection de Marie, vierge et mère. (Nous reconnaissons les mêmes préoccu-

pations de la sexualité, sans pudeur étalées, et les attaques contre le dogme marial.) Ensuite vint Pelage, précurseur des Jansénistes, prêchant l'inutilité du Christ, prônant le libre-arbitre annonçant la réforme, déformant la grâce et démontrant combien est vaine la prière. Comme il se trouve toujours au moins un saint, lorsqu'un hérétique se dévoile au jour, c'est saint Augustin, le « *docteur de la grâce* » qui, avec « *De spiritu et littera* » et « *De natura et gracia* », écrase l'hérésie. Ensuite, c'est l'hérésie Nestorienne : elle refuse à la Mère du Sauveur le nom de Mère de Dieu. Le Souverain Pontife, Célestin, et Cyrille d'Alexandrie, défendent, alors, la pure doctrine. N'oublions pas de citer les Iconoclastes : ils entraient en fureur, en voyant des images du Christ, de la Vierge et des saints, comme, plus tard, les Calvinistes et les prêtres qui vendent, de nos jours, au massacre, les statues ou bas-reliefs de leurs sanctuaires. Quant à Béranger, chanoine de Tours, on le vit se dresser contre le dogme de la *présence réelle* ; ce fut un *rationaliste*, avant la lettre. On vit les Vaudois, promenant à travers les foules des costumes aussi dépenaillés que l'était leur doctrine. (Le dépouillement de l'habit sacerdotal et la tenue-braguette de nombre d'ecclésiastiques s'accompagne souvent, de logorrhée, sur des sujets scabreux, n'ayant rien à voir avec le Ministère, n'est-ce pas, « abbé » Oraison ?) Une place de choix doit être, ici, faite à la Révolution Protestante. Les indulgences, vendues pour construire la basilique saint Pierre de Rome, en furent le prétexte. Le « *doctor hyperbolicus* » ou « *docteur excessif* », influencé par l'Orgueil et la Sexualité, qui sont les marques de plus d'une hérésie et qui, en ces temps-ci, font de nouveaux ravages, fut encouragé par les chevaliers allemands, hostiles à Rome dans le domaine strictement temporel et les humanistes révolutionnaires Hutten et Rubeanus. Proclamant une Eglise de la Liberté, Luther aboutit à une Eglise d'Etat. Ecrasant le Papisme, il en arriva à instaurer un Césaropapisme. La doctrine hérétique, *exprimée en langue vernaculaire, on s'en doute, puisque tous les schismatiques et hérésiarques commencent par répudier le Latin*, stipulait que : l'homme est

définitivement déchu par le péché originel ; par conséquent, tout ce qu'il fait est péché mortel ; point de salut par les œuvres ; Dieu nous impose sa Loi, dans l'Ancien Testament, mais elle est impraticable : elle n'a d'autre utilité que de nous désespérer, de nous jeter dans les bras de la miséricorde ; alors seulement, la foi nous fait espérer le salut, par les mérites du Christ ; de toute éternité, Dieu nous a prédestiné, les uns à l'enfer, — il leur refuse la foi, — les autres, au ciel, ceux à qui il la donne ; le baptême et l'Eucharistie n'ont d'autre efficacité que de vivifier notre foi. Faut-il rappeler que la doctrine de Calvin est encore plus inhumaine ? Ne croirait-on pas, franchissant la porte de ces temples, entrer en enfer : « Vous qui entrez, laissez toute espérance » ? De nos jours, c'est surtout en Hollande que le protestantisme a contaminé les catholiques. De là les aberrations concernant la *cène* ; la communion à laquelle participent, pêle-mêle, ceux qui croient à la présence réelle et ceux qui n'en veulent pas entendre parler ; les concélébrations par prêtres catholiques et pasteurs protestants, selon des rites et une liturgie folle ; les mariages de pédérastes, bénis par des prêtres jusqu'alors non apostats ; la confession publique ; la contestation du baptême des enfants... La liste n'est pas exhaustive... Pour revenir, à nouveau, en arrière, ne faut-il pas citer, non comme une hérésie, mais comme une contamination naturaliste, cet Américanisme, que nous dûmes, au XIX^e siècle, au P. Isaac Hecker et que condamna Léon XIII, par sa lettre *Testem Benevolentiae* ? *On répudiait la constitution traditionnelle de l'Eglise, on conseillait les formes libertaires du protestantisme, on proclamait que « l'avenir est aux seules démocraties »* et que les vertus d'humilité, d'obéissance, de charité, de mortification, devenues caducques, doivent faire place au *dynamisme de l'action*. Le Modernisme, dénoncé par saint Pie X, dans l'Encyclique *Pascendi*, évoqué par Pie XII, dans son Encyclique *Humani Generis*, avec les ravages qu'il cause sous les modalités qu'il a revêtu de nos jours, substitue à la sécheresse du rationalisme, les effusions d'un mysticisme attendri et tout subjectif ; il assure que les dogmes, soutenus

par les rites, ne sont que des véhicules, des symboles de la croyance en Dieu ; il veut que, devenu adulte, le chrétien puisse s'en passer ; il est, dit-il, Critique et Scientifique ; pour embrasser le monde, il se croit en mesure de signer un pacte entre le christianisme et la « libre-pensée » ! Et le Moderniste enseigne à ses successeurs sur les chemins de l'hérésie *qu'on ne réforme que de l'intérieur*. Il reste donc à l'intérieur de l'Eglise, alors qu'il est, dans le fond, séparé d'elle par presque tout.

Eh bien, les points essentiels de ces hérésies se retrouvent dans les tendances à la mode et, puisque le marxisme est « dans le vent de l'Histoire » (3) (antienne reprise, de droit, par notre Guide génial !), les hommes d'Eglise qui pensent neuf vont faire leur régal du marxisme-léninisme.

« Nous l'allons montrer, tout à l'heure... »

L'Hérésiarque du xx^e siècle, le Luther et le Lamennais de notre époque, est un dominicain nommé Cardonnel (4). Un de ces dominicains, boute-feu de l'Inquisition, assassins de milliers d'Albigeois, qu'ils accusaient de prôner la régulation des naissances par la continence et la chasteté (mesures parfaitement morales et orthodoxes, du point de vue religieux), et qui, faisant fi de l'Encyclique *Humanæ Vitæ*, de Paul VI, prônent aujourd'hui ce qu'en français on appelle le « planning familial », par l'utilisation de la « pilule », prime à l'érotisme sans frein, source de psychoses, cause de troubles glandulaires et, à longue échéance, peut-être, de graves maladies, déchéance de la femme, enfin. Le P. Cardonnel dénonce la Religion comme une superstructure capitaliste et une aliénation des peuples ; il tend à déifier les Masses révolutionnaires, incarnation du Verbe. « *Massa perditionis, massa damnationis* », quantité opaque à la lumière divine, proclame saint Augustin ! Le « docteur de la grâce » laisse de marbre « le théologien de la révolution prolétarienne ». Il lui préfère Marx et Mao. En annexant le marxisme, Cardonnel vérifie le mot de Bossuet : « L'hérésie retient toujours sa propre nature, en ne cessant d'innover, et le progrès de la chose est semblable à son origine ».

Pour M. Cardonnel, « l'éveil des masses », aboutit nécessairement à la Révolution violente contre les oppresseurs, qui les empêchent de prendre conscience de leur capacité de *transformer l'homme*. L'avenir du monde est dans cette libération. Là est le Salut, la Bonne Nouvelle, « le problème chrétien par excellence ».

Après avoir fondé son enseignement sur la lutte des classes à l'échelle mondiale, le P. Cardonnel développe une critique impitoyable de l'Eglise (d'avant Lui), dans sa charité, sa foi, son institution et son culte : Les insurrections révolutionnaires « mettent en cause nos conceptions traditionnelles de l'Eglise et, en définitive, de Dieu ». Il refuse les conseils de modération, « complicité structurelle avec l'oppression des masses ». La Charité de l'Eglise « se laisse devancer » ; il n'est d'Amour évangélique que médicinal ; l'Amour n'a quelque chance de convaincre les masses qu'à l'état de grand projet politique. Selon le dominicain hyperbolique, l'Eglise ne s'adresse qu'à une élite avertie. Le « point crucial de l'infidélité de l'Eglise-sociétaire au Verbe » est la perte d'une audience dans les masses. Mgr Puech, évêque de Carcassonne, a, entre autres, remarquablement répondu, à la fin de l'année dernière, à cette façon de « prendre sa religion de travers ». Il a dit : « On vide le salut chrétien de son contenu et on le ramène ainsi au niveau d'un salut terrestre... Le christianisme apparaît comme une idéologie temporelle !... C'est la tendance « horizontaliste », qui méconnaît la dimension verticale de notre foi, son contenu théologal, en oubliant que l'amour fraternel trouve en Dieu sa source et son aliment ». Jésus a bien défini l'essence eschatologique de notre Religion. Et les apôtres. Au temps où vivaient le Christ et ses premiers évêques, deux problèmes faisaient scandale : l'un politique, l'occupation romaine, l'autre social, l'esclavage. Il n'en fut jamais dit un mot. Le Problème majuscule, c'était, pour le Christ, *les fins dernières de l'Homme*.

Pour M. Cardonnel, si l'Eglise n'aime pas, c'est qu'elle n'a rien compris de « la grande modification qualitative d'une refonte radicale des mentalités, des modes d'exis-

tence ». Il précise : « Il s'agit bien d'une intuition de Marx... L'éveil de conscience qui donne d'être, d'exister à la masse, et aux antipodes d'un examen de conscience ». L'Eglise, « jusqu'à Pie XII », n'a été, pour Cardonnel, qu'un exercice de repliement et d'abstraction ; cette religion est personnelle, jeu d'élites et d'aristocrates, elle n'a pas de sens, car, « Teilhard de Chardin l'a fort bien vu, existentiellement, il n'est pas, à rigoureusement parler, d'individu ».

Le dominicain de combat condamne « l'aspect sociétaire, institutionnel, didactique », de l'Eglise, qui « transmet par voie d'enseignement. Ces méthodes ont « fait leur temps, nous avons besoin d'une expression neuve de la foi. L'Eglise n'est plus une société, mais « le Peuple dilaté aux dimensions des masses... le Peuple de Dieu réinventé par la fermentation des masses humaines ». L'enseignement traditionnel de l'Eglise n'a plus cours, les « masses libérées » n'ayant nul besoin d'être enseignées. Les liens de l'Eglise et du monde ? Vue de l'esprit, pour Cardonnel, lorsqu'il proclame : « Il est évangéliquement impensable que l'Eglise vienne au monde ».

Cardonnel cohabite donc plus volontiers avec Marx, Mao, Lénine, qu'avec les saints du christianisme. Pour écraser de son mépris le P. Congar, un précurseur qu'il dépasse et qu'il a l'air de considérer comme une sorte de menchévick, il en appelle à Sartre, qui (j'allais écrire : grâce à Dieu...) « ruine efficacement l'idée de Dieu comme synthèse impossible de l'en-soi » et du « pour-soi »... *Sartre a raison, l'idée de Dieu est incompatible avec la Révélation* ». Et c'est l'appel à l'épigone Luthérien Bonhoeffer, théologien de « la mort de Dieu » : « Je réponds avec Bonhoeffer que nos rapports avec Dieu ne sont pas des rapports « religieux » ». En résumé, « Dieu n'est pas quelque chose, quelqu'un, avant d'être de la masse ». Il émerge de son mouvement, d'abord à l'état de promesse, puis d'incarnation. Et il précise : « Dieu n'est rien autre que *la divinisation des forces obscures*, à l'œuvre, dans l'humanité. Toujours dans *Témoignage Chrétien*, le 16 novembre 1967, Cardonnel illustre sa négation blasphématoire d'un Dieu transcendant, par ces

mots : « Jésus-Christ signifie qu'il n'y a plus de Dieu à l'état pur, que Dieu est toujours mélangé à l'homme, dans le propos, inconscient ou non, de *divinisation des hommes* ».

Ces « masses révolutionnaires », dans lesquelles le dominicain voit l'Incarnation du Verbe, vont faire de Dieu un meneur de la *lutte des classes* : « Le Dieu auquel je crois (le Religieux de l'ouverture à l'Est se fait une idée de Dieu, comme l'Autre se fait une idée de la France) refuse toute évasion vers les élites ».

Qui entend le P. Cardonnel sait qu'il considère l'Incarnation, la Passion et la Résurrection de Jésus, non comme les Mystères religieux qui éclairent la foi, mais comme les thèmes d'un Mythe. Matérialiste et athée, cette déification grotesque des masses, est une apostasie.

Nous avons, de cette contestation dans l'Eglise, des exemples d'un ton plus violent, plus grossier aussi, à la lecture de l'enquête de l'abbé Davezies, « La rue dans l'Eglise », parue aux « Editions de l'Epi ». Voici naître, sous nos yeux, « l'homme de la Révolution dans l'Eglise », pour citer l'abbé Davezies.

Dans une démarche parfaitement marxiste, le préfacier exprime avec force que la contestation dans l'Eglise Catholique surgit de la *praxis*, de l'action : « La pratique politique est première dans l'existence de tous ceux qui s'expriment ici. Ils combattent avant tout pour la destruction de la société et pour le transfert des moyens de production et du pouvoir entre les mains des travailleurs ».

Suivent les morceaux choisis par les soins de Davezies, pour éclairer... notre Religion. « Il faut casser la baraque, le meilleur service que l'on puisse rendre à l'Eglise, c'est de la détruire », clame l'un des contestants. Un autre, moins brutal, mais aussi décidé : « Faire une révolution qui détruira l'Eglise, promouvoir une contestation radicale de ce système intellectuel et matériel composite qui ne tient plus ensemble que par force d'inertie ». Ailleurs : « On doit lutter contre l'Eglise parce que la liberté de beaucoup d'hommes en dépend,

et on ne peut concevoir une révolution politique sans une révolution religieuses, sans une libération des hommes d'église ». (Le Frente Popular était un précurseur : il libérait même les gens d'Eglise (déjà) morts, les déterreraient, pour qu'ils sachent que la Révolution était arrivée !)

Comment mettra-t-on le plan communiste à exécution ? On suivra le conseil moderniste : *on demeurera à l'intérieur*. Davezies veut qu'il n'y ait aucun doute, là-dessus : « Ils demeurent fermement à l'intérieur de l'Eglise et prétendent y faire la Révolution ».

Nous sommes prévenus, car Davezies et ses « camarades » donnent le mode d'emploi : les contesteurs communistes s'en prendront à l'ordre sacramentaire en général et à l'ordre sacerdotal en particulier. En extirpant les sacrements, qui confèrent au Chrétien la vie de la grâce, la vie divine n'existe plus, en nous. Que seraient les prêtres, sans les sacrements ? Leurs coups iront plus aux « réformistes » qu'aux « réactionnaires ». Pour le cas où nous ne localiserions pas tout de suite ces réformistes, « qui, tout en prétendant faire la Révolution dans l'Eglise, ne manifestent pas une contradiction fondamentale avec l'Eglise-institution » et qui « sont des gens très dangereux retardant l'échéance de la transformation révolutionnaire », ils sont dénoncés clairement : « le genre Helder Camara, le genre Mission de France... »

Et l'un des contesteurs à qui l'abbé Davezies donne la parole, nous exprime fort clairement que ce joli monde s'en remet, pour l'essentiel, à « Lénine, le grand homme politique, le grand chef d'Etat actif de notre siècle ».

Inutile d'insister, je pense, sur ceci qu'un tel ouvrage de morceaux choisis n'est réalisable qu'à l'extérieur du rideau de fer : là-bas, où les chrétiens sont réduits au silence ou au martyre, on a compris, et dès longtemps !

Il n'en reste pas moins intolérable que des prêtres qui en sont là, c'est-à-dire qui ne sont plus catholiques, puissent continuer à donner la caution de leur prêtrise, au communisme, dont l'histoire nous apprend ce qu'il fait de l'homme et ce qu'il fait de l'âme.

Le cardinal Ottaviani, interviewé récemment par un collaborateur du très féal hebdomadaire « Paris-Match », assurait que, pour contenir la ruée progressiste, Rome comptait sur l'Episcopat, qui « est sûr ». Dieu entende ce magnifique serviteur de la foi catholique ! Ce collègue, sur lequel le Gouvernement Français a des droits de regard et de choix, depuis 1921, n'a pas montré une unanimité parfaite, sur le sujet d'Humanæ Vitæ. Les Evêques de Verdun et d'Arras, notoirement, ont pris des options contraires à l'Encyclique de Paul VI, et ils l'ont fait, ce qui est d'une tristesse infinie, en des termes d'une vulgarité qui devrait être bannie de la bouche d'un prélat et d'un prêtre consacrés au service du Christ !

L'angoisse de S.S. Paul VI est profonde, nous le savons. Il voit son « troupeau » investi par les loups, des loups parfois travestis en moutons, et des moutons allant d'eux-mêmes à l'abattoir. Peut-être, aussi, se souvient-il que le Pape Honorius fut frappé d'anathème et que le Pape Léon II expliqua ainsi la sentence : « Il n'a pas su purifier cette Eglise apostolique en professant la tradition apostolique et *il a permis*, au contraire, que la foi immaculée fût souillée par une trahison déplorable ».

Les catholiques (je ne devrais pas avoir besoin d'ajouter l'adjectif : traditionalistes) posent en principe sacré que l'obéissance totale est due au « Saint Père », obéissance filiale, surnaturelle, car le Pape est le Vicaire du Christ sur la terre. Ce principe ne souffre aucune discussion, quand il s'agit du gouvernement intérieur de l'Eglise. Même dans les cas où certaines attitudes ou mesures paraîtraient dommageables à la Chrétienté. Le Pape bénéficie d'une grâce d'état proportionnée à la plus haute mission en matière de catholicité, la sienne. Successeur du Christ, par saint Pierre, sans solution de continuité, il n'attend de jugement que de Dieu, « le Juge souverain et terrible ». D'ailleurs, toute faute commise par un souverain pontife doit être corrigée, par le Seigneur : il a promis d'assister son Eglise, jusqu'à la fin des temps, et il a proclamé : « Le monde passera, mes paroles ne passeront pas ». Par ces promesses mêmes,

il est exclu que le gouvernement d'un pape suffise à conduire l'Eglise du Christ à la perdition. Veille le Saint-Esprit.

Et ils passeront, sans perdre l'Eglise, comme sont passés leurs prédécesseurs, ces docteurs de la disgrâce qui s'agitent sur les estrades ou dans les salles de rédaction. Car est-il pire disgrâce que de perdre la foi en la grâce du Dieu transcendant, pour le service duquel, prêtres, vous avez été ordonnés ? Est-il pire disgrâce que vous n'hésitez pas à perdre le « troupeau » qui vous a été confié ?

Vous verrons-nous, un jour, abjurer vos formulations hérétiques, vous jeter à genou pour confesser vos erreurs et demander pardon d'avoir transmis votre « venin » à d'autres qui, moins instruits que vous, ne pouvaient penser que vous leur dispensiez le mensonge, le schisme et l'hérésie ?

Rien, dans vos paroles d'aujourd'hui, ne nous annonce ces heures de bonheur et d'allégresse, pour l'avènement desquelles nous, catholiques de la tradition, nous prions de tout notre cœur fraternel.

Guy de GEORGES de LEDENON.

(1) Saint Grégoire de Nazianze représente les hérésiarques, non comme des hommes sans religion, mais comme des hommes mal inspirés « qui prennent leur religion de travers ». Pascal juge que « les hérésiarques seront punis, en l'autre vie, des péchés auxquels ils ont engagé leurs sectateurs, dans lesquels leur venin vit encore ». Que dire de ceux qui, ayant fait des émules et des disciples, sont rappelés à leurs devoirs et à la doctrine, et qui récidivent ? Que « se tromper est humain, mais persévérer est diabolique ».

(2) « Dieu permet les hérésies, pour éprouver la foi de ses serviteurs », proclamait Bossuet.

(3) Le Christ avait répondu d'avance à la stupide théorie marxiste. Le premier pape, saint Pierre, dans sa première épître, avait dit : « En vous approchant de Jésus,

cette pierre vivante rejetée par les hommes, mais choisie et glorifiée par Dieu, vous mêmes, frères, formez la maison spirituelle qui repose sur Lui ». Pour les Chrétiens, il n'existe qu'un sens de l'Histoire. C'est le plan de rédemption. Jour après jour, hors les régimes et les civilisations frappées, dès leur naissance, du signe de la mort, s'édifie la Cité mystique de Dieu. Les pierres, ce sont les âmes des chrétiens fidèles. Elles sont soudées à la pierre d'angle, qui est Jésus-Christ. Quand le nombre des élus sera complet, la Cité sera construite et l'histoire de l'humanité s'arrêtera, parce que tout sera accompli et que l'histoire n'aura plus de raison d'être.

(4) Le R.P. Kopf, supérieur du R.P. Cardonnel, a été contraint de prendre des mesures (oh ! pas bien sévères !) contre l'égaré : « Il lui est fermement demandé de ne plus écrire dans les journaux à grand tirage et d'obtenir l'autorisation de l'évêque du lieu, chaque fois qu'il voudra tenir une réunion publique ». Il resterait, à M. Cardonnel, s'il agissait en prêtre, l'essentiel de son sacerdoce, à savoir de célébrer le saint sacrifice de la messe, d'enseigner la parole de Dieu et de donner les sacrements. Mais voilà, M. Cardonnel en aura-t-il... cure ?

Pierre FONTAINE

Révolution Energétique contre Sabotage Economique

Pour la première fois dans son histoire, la production mondiale du pétrole a dépassé les deux milliards de tonnes en 1968 !

Les planistes prévoient, autant pour la France que pour les principaux pays, que les besoins pétroliers augmenteront de 50 % au moins pour 1975. Cela signifie que les indépendances des pays, désinvoltés et indolents, non pourvus de sources propres de carburants, s'amenuiseront au maximum. L'énergie-pétrole c'est le moteur du travail, donc de l'économie. Qui ne possède pas ou ne contrôle pas, financièrement et militairement, les centres de productions pétrolières, n'est que vassal des trusts avalisés par des diplomates d'Etats. La puissance pétrolière est partagée par les Etats-Unis, l'Union Soviétique et la Grande-Bretagne ; cette dernière, puissance pétrolière uniquement financière, n'est que maîtresse théorique du pétrole (*Royal Dutch-Shell* et *British Petroleum*). Les deux « grands » réels du pétrole sont les Américains et les Russes ; cet aspect économique de l'énergie est l'exact reflet des importances politiques dans le monde.

L'énergie est devenue la clé du monde moderne motorisé. Pendant un tiers de siècle, nous essayâmes de faire comprendre aux Français et aux Européens que la technique n'étant qu'une incidence de la matière première abondante, le souci de pérennité commandait

d'assurer la plus grande partie possible de l'énergie nécessaire au pays. La soumission intéressée d'une succession de régimes ne permet pas de hisser cette évidence aux plans nationaux européens. Où en sommes-nous, au moment où les statistiques complètes pour 1968 viennent d'être publiées ? (1).

La France a consommé 63 millions de tonnes de pétrole. Sa production est 2,8 millions de tonnes. Sa capacité de raffinage étant de 97 millions de tonnes, elle put traiter 80 millions de tonnes et exporter des produits finis.

L'Europe occidentale a consommé 490 millions de tonnes de pétrole. Sa production est de 17,3 millions de tonnes.

L'U.R.S.S. a déployé des efforts prodigieux dans la prospection pétrolière : 310 millions de tonnes et 173 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Les besoins soviétiques ne s'élèvent qu'à 225 millions de tonnes. Il n'est pas de mois qu'on ne signale la découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures liquides et gazeux en Union Soviétique.

Quant aux Etats-Unis, pour une production de 526 millions de tonnes, leurs besoins sont de 640 millions de tonnes. Pour éviter un épuisement rapide de leurs ressources nationales qui les ferait dépendre totalement de l'étranger en cas de difficultés internationales, ils limitent le débit de leurs puits, *importent la différence*, et leurs sociétés pétrolières aux filiales éparses dans le monde puisent leurs besoins uniquement dans les pays étrangers producteurs, ce qui ne les empêche pas de vendre le pétrole vénézuélien, koweïte ou séoudien en dollars.

D'où l'importance, pour les U.S.A., de l'Amérique du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique (*la Standard Oil Cy of New Jersey* utilise, pour ses besoins commerciaux, et à elle seule, 26 % du pétrole de la péninsule arabique) (production totale = 570 millions de tonnes).

Il est impossible de réaliser les incidences des événements du Proche et du Moyen-Orient si l'on ignore l'importance mondiale du facteur pétrolier. Au cours de sa campagne électorale, le président Nixon répéta à plusieurs

reprises qu'il n'était pas question de laisser toucher « *aux intérêts vitaux américains au Moyen-Orient* ». Or, le parti Républicain du nouveau président est aussi celui commandité par le groupe Rockefeller (les *Standard*), alors que le parti Démocrate de Johnson soutenait davantage les intérêts du magnat pétrolier Hunt (dont on parlera avec plus de précisions quand le recul du temps permettra de revenir avec sérénité sur l'assassinat des deux Kennedy). Johnson était un des associés de Hunt qui eut, peut-être, le tort de conclure un accord avec la *British Petroleum*, en Libye : notons simplement que, sur la concession de Sérir, toujours en Libye, cinq puits productifs de la B.P.-Hunt furent incendiés de nuit « par un avion inconnu ». La guerre du pétrole n'est, hélas, pas entrée dans les histoires du passé, témoins celles du Vietnam, du Yémen et du Biafra. Nous en connaissons d'autres, particulièrement en Algérie, où, à côté des découvreurs français du pétrole saharien, fonctionnent désormais des équipes de recherches américaines (dont le fameux *Getty Oil*) et soviétiques... ce qui aide à comprendre (la constatation par les faits, comme disait Talleyrand, de l'histoire qui ne s'écrit pas) la genèse de la guerre algérienne.

Donc, malgré une surabondance mondiale de pétrole, jamais la course au pétrole ne fut aussi active, fébrile, *en précision des demandes de plus en plus considérables*. L'énergie atomique et la voiture électrique ne changeront rien au problème pétrolier puisque le carburant tiré du pétrole ne représente que le cinquième du tonnage et que le restant devient matériaux industriels (plus de dix mille emplois divers). Quand la Chine, aux 750 millions d'habitants, et les pays sous-développés atteindront un niveau de plus en plus élevé de « modernisme », la production pétrolière devra augmenter rapidement son débit. Si des gouvernants pensent peu à cette évolution, les pétroliers, gens sérieux, eux, ont déjà concrétisé leurs projets d'avenir. La *Chase Manhattan Bank*, bien renseignée puisqu'elle est l'organisme financier du groupe Rockefeller, a publié (en 1967) que, pendant ces vingt dernières années, *les nouveaux*

investissements dans l'industrie pétrolière mondiale se chiffraient à 95.000 *milliards* de francs anciens. Une somme qui fera rêver et comprendre que les 6 ou 7 % distribués aux actionnaires ne sont que part réduite eu égard aux « réserves » autofinancements, parts de fondateurs et autres emplois des « caisses noires ». Bien entendu, au fur et à mesure que s'enfle le volume de la matière traitée et vendue, les profits croissent — ou devraient croître — ce qui ne ressort pas toujours de la lecture des bilans. Le revenu personnel de M. Hunt, par exemple, n'est comparable qu'au budget général du Canada !



Depuis l'année dernière, le marché européen du pétrole subit une « offensive américaine » au détriment des trusts britanniques. C'est à quel trust achètera des sociétés de produits pétroliers pour vendre, en priorité, le pétrole de la maison-mère. *Texaco* a acquis le contrôle de l'allemande *Deutsche Erdoël* ; *Standard Oil of California* vise le trust belge *Petrofina*, etc... *B.P.H.*, soutenu par la *Banque de Paris et des Pays-Bas* (organe financier du groupe *Standard Oil*), première banque d'affaires d'Europe, et par la *banque Lazard frères* (banque pétrolière, New-York, Londres, Paris), s'intéressait à *Saint-Gobain* dont la puissante associée est par ses filiales françaises, la britannique *Royal Dutch-Shell*. La pétrochimie de *Saint-Gobain* justifiait amplement les convoitises de sociétés pétrolières concurrentes. Ces « détails » furent omis dans les polémiques publiques car le mot « pétrole » fait toujours peur à la grande presse inquiète par ses placards de publicité de produits pétroliers. L'extension pétrolière américaine s'exerce dans tous les compartiments de l'industrie du pétrole en y introduisant des mœurs autocratiques éloignées des libertés commerciales classiques.

Cette offensive fait peur aux Britanniques et explique le forcing du premier ministre, M. Harold Wilson que nous avons précédemment détaillé et que nous résu-

mons car tout s'enchaîne. Si la Grande-Bretagne entre dans le Marché Commun, étant seule grande productrice de pétrole du groupe, les partenaires seraient dans l'obligation (au moins théorique, ne nous emballons pas !) de lui acheter son pétrole *en priorité*. Moyen logique de se défendre des trusts britanniques... puissants en Hollande et en Belgique d'où l'appui politique donné par ces deux gouvernements à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Rappelons la phrase de Lord Disraéli : « *Le monde est mené par tous autres personnages que ne se l'imaginent ceux dont l'œil ne plongent pas dans les coulisses* ».

Erap, trust étatique pétrolier français, hélas mené par des technocrates sans responsabilités et brouillons, a tenté de s'opposer à l'emprise américaine en rachetant des entreprises secondaires comme La Mure, Desmaisons, etc... *Quelle est l'efficacité réelle d'un trust qui ne dispose pas de matière première suffisante pour alimenter ses circuits de distribution et qui est obligé de s'approvisionner chez les concurrents ?* C'est tout le drame du pétrole français (2) aggravé depuis l'abandon de l'Algérie qui devrait, actuellement, couvrir largement tous les besoins français en pétrole alors qu'elle n'en est qu'à 42 millions de tonnes à cause des chinoiseries et de la mauvaise foi du gouvernement algérien. L'*Erap* a mis la charrue avant les bœufs en créant des filiales de distribution (*Elf* et *Elan*) dans les autres pays d'Europe, filiales alimentées par le pétrole de sociétés auxquelles elle prétend prendre des clients alors que les producteurs-distributeur pourront, quand ils le jugeront opportun, abaisser à leur guise les prix de vente que ne pourra pas tenir l'*Erap* simple revendeur !

L'U.R.S.S. cherche à figurer dans le concert des pétroliers anglo-saxons en Europe Occidentale. Elle a des surplus de pétrole à vendre. Dans le Sud londonien, elle a installé un réseau de distribution d'essence à un cours inférieur à celui des grandes sociétés anglo-saxonnes. Son prochain champ d'action sera la Belgique. (La France lui a acheté 1.650.000 tonnes de brut.) Mais, à ses satellites de l'Europe Orientale, elle vend son pétrole de 25 à

33 % plus cher qu'aux pays d'Europe Occidentale (2,30 \$ le baril contre 1,80 \$ en moyenne).

Les Italiens, par l'E.N.I. (trust d'état) tente aussi de s'introduire en France avec le Marché Commun en consentant des conditions plus avantageuses, pour les revendeurs, que celles de *Erap* qui, trust d'état, a réduit la marge bénéficiaire accordée par *Azur* (Desmarais) aux pompistes. Pourtant, l'E.N.I. importe aussi son pétrole des zones anglo-saxonnes. Son premier poste a fonctionné à Marseille, le 1^{er} janvier dernier.

La lutte pour la matière première est plus âpre et plus étendue que jamais, d'abord *parce que le pétrole est une industrie à considérables bénéfices*, ensuite, parce qu'un machiavélisme industriel a su orienter les conditions de la vie moderne vers un produit émanant d'une source d'énergie indispensable *captée AU PREALABLE par un petit nombre de mains*. Le piège de la société de consommation ! Aboutissement de quarante ans d'efforts ! Au point de vue commercial, chapeau ! Nul n'échappe désormais à l'achat d'un produit pétrolier quelconque. Fin 1967, *chaque Français* était déjà utilisateur (essence, lubrifiant, tissus synthétiques, plastiques, insecticides, peintures, etc.) de 350 kg de produits pétroliers dans l'année.

Quand un personnage officiel parle avec des trémolos dans la voix « d'indépendance nationale » alors qu'une simple décision étrangère pourrait priver le pays de ravitaillement en pétrole, il est permis de rigoler doucement puisque la France produit 2,5 % de sa consommation. Nous avons démontré que cette sujétion était volontairement organisée avec la complicité des banques d'affaires et de la technocratie (3). Et les champions verbaux de la dite indépendance ne tentent toujours rien pour y remédier alors que les cieux rougeoient sur le pétrole arabe fournisseur n° 1 de l'Europe.

Certains lecteurs conservent peut-être le souvenir d'un livre qui provoqua quelque bruit à sa parution (4). A l'époque, pas une tonne de pétrole ne jaillissait de Libye et l'on se gaussait de son inventeur, le géologue français Conrad Kilian. Nous avons donné tous les détails de

cette escroquerie majeure au détriment de la France, en annonçant qu'un jour le bassin pétrolier libyen serait aussi important que l'Irak et l'Iran réunis. En 1968, après seulement quatre années d'exploitation, la Libye a produit 125 millions de tonnes... qui ne sont qu'un début. *Bientôt, elle dépassera tous les producteurs du Moyen-Orient*; le plus gros morceau appartient aux sociétés américaines (ce qui est un des éléments de trouble du Moyen-Orient puisque ce pétrole échappe à l'orbite des progressistes arabes prosoviétiques, en même temps qu'au trafic par le canal de Suez, et permet une économie de frêt maritime de 22/25 F par tonne sur le pétrole venant du Golfe Persique).

Que, par corruption, vénalité ou incompetence de dirigeants, la France ait perdu toute chance d'indépendance REELLE par « insouciance » de production directe (en Indochine et en Afrique) ce n'est qu'une constatation. Mais il y a du pétrole en France et sa production diminue un peu plus chaque année ainsi que les efforts de la prospection. Même s'il n'y en avait pas, nous pourrions quand même prétendre à la sauvegarde d'une large partie de l'indépendance en carburant. Le sujet demeure tabou, même au gouvernement !

Récemment le premier ministre, M. Couve de Murville, est allé visiter le Nord de la France, région particulièrement éprouvée par le marasme économique. Le lendemain, M. Chamant, ministre des transports, a présenté un livre blanc sur le déficit des chemins de fer et la suppression progressive de nombreuses voies ferrées secondaires. Economiquement, les deux problèmes sont solidaires. Malheureusement, nous n'avons pas affaire, dans le domaine ministériel, à des réalistes et à des prophètes.

La suppression de lignes secondaires se fera au profit des transports routiers. (Les camions et les pneus s'usent plus rapidement que le matériel ferroviaire, davantage de travail pour l'industrie.) *Mais la France se trouvera de plus en plus sous la dépendance du carburant importé, c'est-à-dire du pétrole étranger.* En cas de tension internationale ou de pool-chantage du pétrole arabe, le pays

risque d'être paralysé assez rapidement. C'est un problème de pérennité nationale !

Or, la France ne produit qu'une quantité dérisoire de ses besoins pétroliers qui, à brève échéance selon le V^e plan, représenteront les trois quarts des besoins énergétiques de l'économie française. Les produits pétroliers, indispensables, sont absents des projets de ces grandioses mutations ! Cet ostracisme commence à devenir désespérant !

*
**

L'Union Soviétique, la Chine de Mao, l'Afrique du Sud, tirent des carburants de synthèse, excellents, de leurs schistes bitumeux, de leurs houilles maigres à défaut de houilles grasses plus riches. Les trusts pétroliers et chimiques américains, prévoyant des difficultés à venir avec le pétrole arabe, achètent (jusqu'au Brésil) des gisements de schistes bitumeux, des mines de charbon, et sont prêts à produire un carburant de synthèse en cas d'arrêt des ravitaillements de pétrole exotique.

En France, les technocrates sabotent volontairement le pétrole terrestre et *off shore*. Nos milliards de tonnes de schistes bitumeux demeurent inexploités. Nous stérilisons nos houillères. Bref, *tout ce qui pourrait créer de nouvelles richesses nationales, en même temps qu'établir une indépendance énergétique, est impitoyablement étouffé par la technocratie*. Cette « politique » économique constitue un crime contre le travail français qu'il faut laisser dans la vassalité des trusts pétroliers étrangers défendus par des banques d'affaires cosmopolites bien que françaises en façade ! Et tout le monde se tait ! Y compris le premier ministre qui pouvait apporter aux Nordistes autre chose que de vagues promesses !

Ajoutons, comme le déclarait l'éminent ingénieur-député Charles Baron, que l'inventaire minier (sérieux) de la France reste encore à faire, qu'il s'agisse de pétrole ou d'autres minerais. Malheureusement, l'approvisionnement des industries en diverses matières premières s'insère déjà dans les cycles commerciaux de cartels internatio-

naux ; découvrir des ressources nationales nouvelles, provoquerait une perturbation pour les fournisseurs en livres sterling et en dollars. On ne consent à bousculer les sacro-saints circuits commerciaux que lorsqu'il s'agit d'éliminer une production purement française, comme par exemple le fer de Lorraine remplacé par le fer « découvert » dans une Mauritanie indépendante, alors qu'il était inconnu (non des initiés) dans une Mauritanie française. Le fer et le cuivre mauritaniens, fabuleuses affaires d'une association internationale (avec participation du groupe Rothschild), peuvent être cités, avec la Libye) et l'Algérie, comme des sabotages-types de l'indépendance (tout au moins économique) de la France.

Il est grave qu'un premier ministre visitant une région désolée par la disparition des mines de houille, n'ait pas réalisé la solution immédiate — connue — de substitution d'activités nouvelles *qui répondent à une nécessité nationale*. Nous achèterons sans doute, en devises lourdes, du carburant *synthétique* américain ou anglais. Les farceurs de l'économie française n'incitent pas à prendre au sérieux les promesses et les projets proposés qui se révèlent des cautères sur une jambe de bois (comme disait autrefois l'ancien ministre Pisani à propos d'agriculture) quand le moteur essentiel est négligé.

Le règne du pétrole-roi s'affirme et se développe. Les Français (et les Européens) assisteront-ils, impassibles, à leur nouveau servage les liant à des intérêts extérieurs, qui ne sont pas les leurs, mais à la défense desquels ils devront collaborer sous peine d'être réduits au chômage ?

P. F.

(1) Par le *Comité Professionnel du Pétrole*, Paris.

(2) et (3) Cf. *L'Aventure du pétrole français*, du même auteur (*Les Sept Couleurs*).

(4) *La mort étrange de Conrad Kilian* (*Les Sept Couleurs*).

La Publicité Poison Moderne

Le fragment que nous imprimerons ci-dessous est tiré de *Sparte et les Sudistes*, de Maurice Bardèche, dont nous avons déjà donné un extrait dans le n° 76 de *Défense de l'Occident* (novembre 1968) sous le titre *Sur la route du progrès*. Cet essai, actuellement sous presse, paraîtra d'abord en édition intégrale hors commerce, puis, il sera mis en vente sous le même titre, quelques mois plus tard, en une édition ordinaire comportant un texte moins étendu et modifié sur certains points.

Tout retour à la santé ne peut se faire qu'en s'attaquant à la toute-puissance du mercantilisme qui ronge et dégrade le monde moderne et en restituant aux valeurs véritables et à ceux qui les représentent leur primauté naturelle. Mais il importe aussi de ne pas laisser subsister les pédoncules monstrueux, la végétation envahissante et insensée que la croissance anarchique de l'économie a engendrée et qui sont aujourd'hui comme des tentacules par lesquelles l'économie étend partout sa puissance. L'ensemble des *mass media*, publicité et presse, est une sorte de gigantesque forêt vierge du mensonge et de l'imposture qui étend ses lianes inextricables au-dessus de l'humanité tout entière et qui nous empêche de recevoir la plus petite parcelle de vrai soleil et de vraie lumière. Nous vivons dans cette lumière artificielle, nous

nous en nourrissons, nous la respirons, elle nous entoure de toutes parts comme si nous vivions dans une ville souterraine. Les mass media nous conditionnent, ils font de nous des esclaves, ils nous fabriquent des désirs, ils nous imposent des décors, ils nous transforment de force en clients ou en prosélytes, ils entonnent dans des millions et des millions de bouches l'eau fétide du grand fleuve « Vendre, vendre, vendre. » Ils nous volent notre vie et notre âme, même quand ils feignent de respecter notre liberté. Ils sont, sous toutes leurs formes, l'agent le plus puissant de l'aliénation de l'homme contemporain.

Il ne peut être question de supprimer du jour au lendemain la publicité. Nous sommes trop englués dans les lianes et la vase de la civilisation industrielle pour espérer en sortir tout d'un coup, nus et joyeux dans la lumière : même une révolution brutale mettrait des années à accomplir ce décapage. Mais nous pouvons progressivement imposer des limites et des normes à cette prolifération anarchique et nous débarasser d'une partie au moins de sa nocivité.

Le principe duquel il faudrait partir pour imaginer des solutions est une vérité aujourd'hui profondément méconnue et dont la proclamation est pourtant profondément nécessaire : la cervelle et la volonté d'une population, les millions de cervelles et les millions de volontés des hommes qui composent une population, ne sont pas plus que la rue et la terre une propriété banale sur laquelle n'importe qui peut s'installer, un des devoirs étroits de l'Etat est de les protéger et de leur maintenir leur caractère de propriété privée. Ce principe est valable à l'égard de toute méthode de débarquement et d'intrusion, qu'elle soit propagande et publicité. Il s'agit toujours d'une usurpation : et cette usurpation n'est pas seulement un abus, elle peut être un danger grave à la fois pour l'individu et pour l'Etat.

Toute forme de débarquement et d'intrusion dans les consciences doit donc être l'objet, premièrement d'une autorisation, quand on s'est assuré qu'elle n'a pas de caractère nocif, deuxièmement d'une redevance, car elle est l'utilisation d'un terrain. Car il n'est pas plus normal de se servir des consciences pour y déposer des œufs que de la rue pour y garer sa voiture ou d'un champ pour y construire un hangar. C'est

l'envers de la liberté d'expression. Nous admettons sans difficultés que la liberté individuelle a pour limite la ligne à partir de laquelle elle empiète sur la liberté d'autrui. La liberté d'expression, de propagande et de publicité a les mêmes bornes. Mais ces bornes sont plus difficiles à déterminer parce qu'elles sont moins visibles.

Or, autoriser la publicité, c'est en déterminer le tonnage, le débit et l'application, afin de protéger le public contre lui-même. Le premier résultat à atteindre, c'est de diminuer, puis de faire disparaître le caractère obsessionnel de la publicité, c'est-à-dire d'obtenir, contrairement à ce que rêvent tous les publicitaires, que le public soit libre de ne pas voir la publicité. Car c'est le premier droit qu'on peut réclamer pour l'homme de la rue pour lui restituer un peu de sa liberté originelle. S'il désire être atteint par la publicité, qu'il ouvre sa porte : mais s'il ne le désire pas, qu'il ait le droit de la tenir fermée. Un autre résultat à souhaiter, c'est de protéger le public contre les diverses incitations à la futilité, qui finalement ne sont que des formes discrètes du « vol à la tire ». Si l'on peut regarder comme utile de présenter honnêtement à l'acheteur les caractéristiques d'un frigidaire ou d'une camionnette, il est assurément plus spéculatif d'occuper son attention par les mérites d'un soutien-gorge ou d'une marque de caramels. Enfin, la qualité même de la publicité, sa « probité », si l'on a le droit d'employer ce terme pour une activité essentiellement fallacieuse, sont des exigences si évidentes que les professionnels de la publicité y ont pensé eux-mêmes et ont organisé des bureaux de vérification afin d'éviter les plaintes des victimes. Ces diverses mesures élémentaires, préalables, pour ainsi dire, sont simples, elles sont seulement de discipline : mais elles sont si étendues et en même temps si urgentes qu'il est peu vraisemblable qu'elles puissent être réalisées sans un contrôle à peu près complet de l'Etat sur toutes les activités publicitaires.

Quant à la redevance qu'on est en droit d'exiger pour l'utilisation du domaine le plus fructueux, d'un rapport incommensurablement plus grand que la rue dont les automobilistes abusent ou les terrains que la loi protège, c'est évidemment un des plus remarquables scandales de notre temps

que la quasi-immunité fiscale de la publicité. Cet usage qui se définit, en réalité, comme une location, est totalement ignoré en tant que tel. Car on loue en publicité les emplacements, alors qu'on devrait louer l'usage qu'on fait du public, le droit de l'importuner. Les timides taxes qui effleurent la publicité l'atteignent comme une « prestation de service ». C'est un étrange abus des mots : l'activité publicitaire est une de celles qui se définissent le plus clairement non comme un service, mais comme une usurpation. Ces taxes de fonctionnement devraient s'ajouter, en réalité, à un prix d'entrée sur le champ de courses du public, à une sorte de location des consciences qui est l'acte originel grâce auquel la publicité existe. Ce sont des centaines de milliards qui échappent abusivement à l'Etat : la seule institution d'une base juridique de l'activité publicitaire permettrait probablement un allègement de 20 % sur tous les autres secteurs fiscaux.

Ce ne sont là, répétons-le, que des mesures de début, et telles qu'on peut les concevoir raisonnablement avec la pensée d'éviter un traumatisme de l'économie. L'objectif n'est pas seulement de diminuer le caractère obsessionnel de la publicité, c'est de la faire disparaître totalement : il faut réduire la publicité à n'être plus que la présentation sobre et loyale des produits qui existent ou qui apparaissent sur le marché. Elle ne doit être qu'une exposition permanente qui ne dérange personne, qu'on visite ou qu'on ne visite pas. Elle ne doit pas être l'instrument de la vente, car c'est la qualité qui doit déterminer la vente : et chacun de nous devrait se sentir insulté par l'affirmation partout répétée que c'est le chiffre du budget publicitaire qui détermine la promotion des ventes. Car c'est à notre choix que ce privilège devrait être laissé et le succès commercial, dans une société saine, ne devrait pas être autre chose que la récompense de l'honnêteté du fabricant et de la supériorité de ses produits.

La puissance illégitime que confère la gestion des budgets de publicité est un autre sujet de préoccupation, mais secondaire. Les propriétaires de quotidiens et de grands hebdomadaires ont osé affirmer, à propos de l'introduction de la publicité à la télévision, qu'aucun organe de presse ne pouvait survivre si on lui supprimait ou seulement si l'on réduisait sa publicité. Cet aveu sans détours revient à reconnaître

qu'aucun organe de presse ne peut être indifférent à l'opinion des importants distributeurs qui ont le pouvoir de réduire ou de tarir ses ressources publicitaires. C'est un exemple de plus de ces libertés qui rongent et amenuisent les autres libertés. Un pouvoir illégal, incontrôlé, ne représentant rien d'autre que la puissance et l'insolence de l'argent, a donc le pouvoir de peser sur l'orientation de la grande presse, d'édulcorer ses commentaires et même sa présentation des nouvelles, d'imposer le silence sur certains sujets, d'interrompre ou d'interdire certaines campagnes, de favoriser certaines carrières ou réputations ou d'en entraver d'autres. Ces faits sont bien connus dans les milieux qui sont instruits du mécanisme réel de l'information. Il importe que le public les connaisse également et qu'il se persuade qu'à l'heure actuelle, dans tous les pays d'Europe, en raison de la dépendance des journaux à l'égard de la publicité, entre autres raisons, la liberté de la presse est un leurre.

Ce contrôle illégal et, pour ainsi dire, cette annexion de la presse par la publicité ne sont, je le répète, qu'un effet secondaire, un détail dans le tableau clinique de la distorsion continuelle et systématique que la publicité fait subir à tout notre système de valeurs. Elle crée des besoins mais ces besoins sont très souvent de ceux qu'on ne peut pas satisfaire et en même temps ils sont factices. Elle fait passer devant nos yeux le spectacle scintillant d'une vie fausse, d'une fausse richesse, d'un faux bonheur, mais auquel nous nous sentons frustrés de ne pas participer. Elle nous fait haleter comme des chiens. Elle peint sur un écran perpétuel la pâtée des riches, mais ce n'est qu'un écran, une image, il est interdit de toucher à la pâtée des riches. Et cette pâtée succulente, toute juteuse, elle est tellement belle, elle est tellement désirable que nous donnerions notre vie pour l'avoir, oubliant que le vrai bonheur n'est pas cette pâtée, mais quelque chose d'infiniment plus simple dont la publicité ne nous parle jamais parce que ce n'est pas son intérêt et qu'elle cherche même à effacer de nos âmes parce qu'alors nous ne serions pas de bons clients : nous ne serions même pas des clients du tout.

Ainsi elle provoque et elle exacerbe une fièvre, qui n'était pas en nous, qui n'est pas nous, qui est seulement une mala-

die inoculée : mais le résultat de cette maladie, c'est la conviction qu'il est nécessaire d'avoir de l'argent, que rien n'est au-dessus de l'argent qui donne toutes ces belles choses, qui ouvre ce paradis terrestre accessible sur la terre même et que, par conséquent, l'argent est le dieu, le seul dieu, ce « veau d'or » auquel on élevait autrefois des autels, que la hiérarchie des valeurs et des hommes, est alors celle que ce culte établit ; qu'au sommet de la pyramide des hommes, il y a les prêtres du veau d'or, et ensuite, ceux qui s'en approchent plus ou moins, qui en sont les lévites et les serviteurs et qui ont part, à ce titre, à ce paradis terrestre que la publicité nous fait miroiter à chaque instant ; et que, par conséquent, les plus beaux des hommes sont ceux qui s'enrichissent, donc ceux qui vendent : et ainsi le résultat de la publicité, c'est qu'elle est le véhicule le plus puissant de cette idée fausse, destructrice de toute civilisation que le demi-dieu auquel il faut se comparer et qui est digne de toute notre admiration est le riche et que le héros auquel il faut essayer de ressembler est le vendeur, le grand crack qui sait faire du chiffre, qui place le complet, qui place la voiture, qui place le réfrigérateur et qui est précisément, en réalité, par son attitude, par ses préoccupations, par son idéal, par toute son âme, ce qu'il y a de plus abject dans l'échelle humaine.

Maurice BARDECHE

La Chronique du mois

● *La crise gauchiste.*

Une nouvelle fois, la France subit une crise de « gauchisme ». Tandis que les élections universitaires ont lieu, vaille que vaille, les « enragés » sont repartis à l'assaut de l'Etat, encore branlant des tumultes de mai et de novembre 1968. Leur situation est, cependant, beaucoup plus inconfortable qu'au printemps dernier. Leur activisme forcené les coupe de plus en plus de la masse étudiante, même de gauche. Les réactions gouvernementales sont, quand même, un tout petit peu moins stupides qu'il y a neuf mois. Surtout les gauchistes n'ont vraiment rien appris et se limitent à refaire mécaniquement les schémas d'action de mai. Les sanctions graves prises contre les saccageurs du Rectorat de Paris et du Centre de Vincennes n'ont pas soulevé les vagues de protestation espérées par les extrémistes. La manifestation du 13 février a été un piteux échec, les Comités d'Action (C.A.) s'étant avérés, à nouveau, incapables d'organiser, si peu que ce soit, leurs maigres troupes (pas plus de 2.500 manifestants à Paris). L'U.N.E.F. (menacée par la remontée de l'Union des Etudiants Communistes (U.E.C.), par le biais des élections universitaires) et le S.N.E.-Sup. (où la tendance communiste orthodoxe tente de l'emporter sur les gauchistes) ont dû désavouer l'initiative des Comités d'Action. D'ailleurs depuis le Con-

grès U.N.E.F. de Marseille, où la clique P.S.U. des Sauvageot et Bénard a éjecté les C.A. de la direction du Syndicat, le torchon brûle entre l'U.N.E.F. et ceux-ci.

La situation des extrémistes de gauche est aujourd'hui la suivante :

L'U.N.E.F. est réduite au clan P.S.U. depuis son Congrès :

1) La tendance U.E.C. (qui tient huit A.G. de province) a été exclue de l'U.N.E.F. et est en train de se constituer en entité autonome. Les « Comités U.N.E.F. pour son Renouveau » présentent un peu partout des candidats, obtiennent des résultats électoraux honorables, et permettent à l'U.E.C., qui les contrôle, de pratiquer une politique d'Unité d'Action avec certains chrétiens de gauche, membres de la Convention des Clubs et du nouveau Partis Socialiste, déçus par la démagogie gauchiste. Le P.C.F. se prépare à créer de toutes pièces une deuxième U.N.E.F., qui regroupera les étudiants « sages » de gauche (pendant de la manœuvre tentée dans les lycées par l'Union Nationale des Comités d'Action Lycéens (U.N.C.A.L.), aux mains des jeunesses communistes (J. C.), qui se présente comme « le syndicat de tous les lycéens », par oppositions aux groupes extrémistes des C.A.L., simple ex-croissance lycéenne du mouvement gauchiste).

2) La tendance Alliance des jeunes pour le Socialisme (A.J.S.), du groupe trotskyste de Pierre Lambert (Fédération d'Alliance Ouvrière, reconstitution légale de l'Organisation Communiste Internationaliste, dissoute le 12 juin 1968) a été, elle aussi, mise sur la touche. Mais son opposition totale aux C.A. a entraîné un certain rapprochement avec la direction P.S.U. de l'U.N.E.F.

3) Les comités d'action, évincés par l'habile parlementarisme syndical des P.S.U., projettent de constituer une Fédération des C.A. Cette Fédération va devoir se poser, elle aussi, en rivale de l'U.N.E.F. cet éclatement de l'alliance P.S.U.-gauchistes, qui avait considérablement aidé les enragés en mai-juin, va donc encore réduire leur efficacité. Conscients des menaces qui pèsent sur eux,

les dirigeants gauchistes multiplient les tentatives pour constituer un front solide. C'est ainsi que les trotskystes, hier rivaux, de « Lutte Ouvrière » (ex- « Voix Ouvrière », interdite en juin), hebdomadaire de l'Union Communiste, et de « Rouge » (cercles du bi-mensuel, successeur de l' « Avant-Garde-Jeunesse », interdite à la même date), animé par les dirigeants de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (J.C.R., dissoute en juin), ont conclu un pacte d'unité d'action, concrétisé par un meeting commun le 31 janvier, à la Mutualité (4.000 assistants, succès d'affluence très net, les meetings de « Rouge » groupant un millier d'assistants et ceux de « Lutte Ouvrière », à peine un peu plus, preuve du caractère « Boule de Neige » de telles opérations).

A l'écart de ces tentatives, les prochinois de l'Union de la Jeunesse Communiste-Marxiste-Léniniste (U.J.C.-M.L.), reconstituée en Mouvement de Soutien aux Luttes du Peuple, relancent leur mouvement en insistant sur le sérieux de leur action, par opposition à l'extrémisme désordonné des C.A., noyautés par les cercles « Rouge ». Quant aux autres prochinois de l'ex-Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (P.C.M.L.F.), ils se sont sensiblement rapprochés de leurs frères ennemis de l'ex-U.J.C.-M.L., pour faire pièce aux trotskystes et au P.S.U.

Malgré tous ces efforts, d'unification, jamais, depuis mai, les gauchistes n'ont paru aussi faibles, tandis que le P.C.F., toujours aussi décidé à régler leur compte aux extrémistes qui osent essayer de le tourner sur sa gauche, prépare une grande campagne visant à écraser le gauchisme et à coloniser de nouveau l'Université.

● *La montée des périls au Moyen-Orient.*

Devant l'accroissement des actions militaires des organisations de résistance palestiniennes, les troupes sionistes ont multiplié les actions de représailles, menaçant d'une explosion générale le Moyen-Orient. La décision d'embargo sur les armes envoyées par la France à Israël a provoqué une levée de boucliers contre De Gaulle,

mais on ne peut pas dire que les crialleries des milieux sionistes de France aient eu beaucoup de succès. L'attitude de certains députés U.D.R., israélophiles enragés, tels Krieg, Hébert, Marcus, forcés par De Gaulle de renoncer leurs protestations ne manque pas d'amuser. De même l'attitude de France-Soir, qui parle brusquement de « résistance » et non plus de « terrorisme » en retraçant les attaques d'El Fath ou du F.P.L.P., lorsque l'on sait le sionisme frénétique de ses animateurs.

Pendant ce temps, l'U.R.S.S. poursuit sa lente colonisation des Pays arabes, en profitant de l'exaspération provoquée par le refus d'Israël d'évacuer les territoires conquis. Il ne faut cependant pas exagérer l'ampleur des positions russes dans cette zone. L'exemple du Liban, où les partis chrétiens (Phalanges, Bloc National, Parti National), s'opposent à toute orientation philo-soviétique, n'est nullement isolé. A Bagdad, les dirigeants du B.A. A.S. de droite, actuellement au pouvoir, ont repris les massacres (cette fois plus discrètement) de communistes. Déjà en février-mars 1963, 50.000 communistes avaient été abattus par les miliciens à brassard vert de la « Garde Nationale Baasiste » de Saad Al Saadi. Depuis quelques mois, cette Garde Nationale s'est reconstituée et a recommencé sa chasse aux rouges et aux progressistes, abattant des centaines de militants de gauche, tandis que les prochinois tentent d'organiser la guérilla contre le régime du général El Baka. Quant à l'affaire des « Pendus de Bagdad », elle montre surtout que le parti B.A. A.S., déchiré entre une gauche prochinoise à Damas et une droite au pouvoir à Bagdad, tente de redorer son blason dans le cadre de la lutte antisioniste ! Dans ce cadre, les deux brigades irakiennes stationnées en Transjordanie ont reçu des renforts et, surtout, l'ordre formel d'appuyer les commandos d'El Fath dans leurs opérations contre les troupes sionistes. L'armée jordanienne, elle aussi, vit en osmose avec les commandos palestiniens malgré les réticences de certains officiers bédouins proches du roi Hussein. Malgré la politique hésitante de Nasser, les jeunes officiers égyptiens, exaspérés par la défaite, rêvent d'un nouveau round avec Israël.

En face, les tenants du Plus Grand Israël, des milieux de l'ex-R.A.F.I. (parti de Ben Gourion, fusionné au M.A. P.A.I. et à l'Achdouth Avoda, les deux partis Socialistes, dans un Parti des Travailleurs) à l'extrême droite du Gahal, voire au dernier clan d'opposants ultra-nationalistes du Centre Libre (dissidents du Hérouth-Gahal), multiplient les initiatives visant à l'annexion des territoires conquis. L'entourage du général Moshe Dayan apparaît de plus en plus inquiet devant la brusque recrudescence de l'agitation dans les régions occupées. La possibilité d'une « occupation en douceur » s'estompe définitivement, ce qui va incontestablement nuire à la propagande sioniste à l'étranger (en France, le pourcentage des inconditionnels d'Israël est passé, d'après les enquêtes de l'I.F.O.P. de 68 % à 35 % de 1967 à aujourd'hui). Il est tentant, au moyen d'une provocation habilement montée, d'écraser les bases des résistants palestiniens, voire les armées arabes. Techniquement, une telle opération est possible, mais cette escalade risque d'être une aussi « amère victoire » que celle de la Guerre des Six jours. Israël est désormais pris au piège de ces victoires et sa politique impérialiste ne trouve pas d'issue. Malheureusement, malgré l'annonce d'une « politique américaine plus équilibrée » à l'égard des Pays arabes, il ne semble pas que l'intervention des Grandes Puissances puisse à bref délai enrayer le processus explosif qui agite le Moyen-Orient. Une nouvelle guerre ne pouvant que faire le jeu des Soviétiques, l'intérêt de l'Occident est de faire pression sur les boute-feux du Grand Israël, afin d'exiger l'application des directives de l'O.N.U. visant à l'évacuation des territoires occupés en juin 1967 par l'armée sioniste. Si cette évacuation ne se fait pas nous assisterons à l'éclatement d'un nouveau conflit, avec tous les risques d'élargissement que celui-ci peut comporter.

● *La crise tchèque.*

Les remous provoqués par le suicide de Jan Palach, l'étudiant tchèque, se sont à peine calmés que la lutte au sein du P.C. tchèque reprend de plus belle entre con-

servateurs et libéraux. Cette lutte n'oppose pas seulement le clan des réalistes (Husak-Cernik), soutenus par les pro-soviétiques (Indra-Kolder) aux libéraux tendance Smrkovsky-Dubcek. Elle oppose aussi les « extrémistes » novotnystes aux « extrémistes » antisoviétiques (Etudiants, ouvriers métallurgistes, etc.).

Les novotnystes se sont considérablement renforcés depuis le mois de septembre. Formés en groupe Gottwald, ils sont dirigés par une équipe comprenant Antonin Kapek, Karel Mestek, et surtout Josef Jodas, « vieux communiste » notoire. Ils cherchent à s'appuyer sur les milices ouvrières, dont le rôle fut décisif lors du Coup de Prague de 1948 et préparent activement un coup d'état contre Dubcek.

Celui-ci, tout compte fait, médiocre bureaucrate sans grande envergure (choisi d'ailleurs à la demande de Novotny lui-même comme secrétaire du P.C. du fait de son peu de relief), paraît dépassé par la situation et cède du terrain face à Husak, le chef du P.C. slovaque, qui se pose déjà en héritier présomptif. Les protestations de l'immense majorité de la population devant les menées des conservateurs-réalistes-novotnystes ne peuvent sauver l'équipe Dubcek puisque celle-ci ne veut pas s'appuyer vraiment sur elle. Il lui faudrait, en effet, dans ce cas, entamer la lutte contre l'U.R.S.S. qui ne pourrait admettre l'élimination, dans ce cas inévitable, de ses alliés. Le compromis d'août a échoué et s'avère une erreur, puisque les Russes poursuivent leur politique d'étouffement du libéralisme tchécoslovaque, grâce à leurs alliés locaux.

● *L'héritage du gaullisme.*

Georges Pompidou, après ses déclarations, italienne et suisse, s'est définitivement posé en successeur de De Gaulle, malgré la sèche (et prévisible) réaction du chef de l'Etat aux paroles qu'il avait tenues à Rome. Si l'on ne peut encore parler d'une véritable crise entre De Gaulle et son ancien Premier Ministre, il n'en reste pas moins qu'une faiblesse très nette existe entre eux. Par

suite, la tâche de Couve de Murville en est considérablement aggravée, car il doit faire face aux chausse-trappes d'un prédécesseur qui dispose tout à la fois du soutien de l'appareil U.D.R.C. (par Robert Poujade), des C.D.R. et reste fort populaire dans l'opinion publique.

La gauche, elle, reste frappée d'atonie et le nouveau Parti Socialiste a bien du mal à naître. La bataille du Référendum s'engage donc mieux que prévu pour le gaullisme, les centristes étant assez divisés et la défense des notables du Sénat ayant peu de chance de passionner l'opinion.

Dans le camp national, le capitaine Sergent s'efforce toujours de lancer un nouveau mouvement, Pierre Sidos fait de même avec son « Œuvre Française », tandis que Tixier cherche à relancer l'Alliance Républicaine. Holeindre crée un nouveau mouvement, les Jeunesses Sociales et Patriotes, les royalistes poursuivent leur action et les rescapés d'Occident, en butte à de nombreuses sollicitations, rêvent de reconstituer leur mouvement ou passent aux J.S.P. ou à l'Œuvre Française (dont la liste, animée par J.-G. Malliarakis, a obtenu 6 % des voix à Sciences-Po, ce qui n'est nullement à dédaigner).

Tandis que le P.C. et les gauchistes croisent le fer, on peut dire que, relevant la tête après les orages de mai, tout ce que la France compte de politiciens tentent de prendre une option sur une succession qui pourrait finalement être plus proche que prévu. Georges Pompidou a mis en mouvement tout un mécanisme : après 11 ans de règne, les échecs de mai et de novembre, le monarque commence à gêner ses fidèles, on prépare la lutte pour les places lors du changement qui s'annonce. La France commence à attendre la succession.

Robert CAZENAVE.

Comment l'Inde fut trahie et perdue

A l'origine de la destruction et de la liquidation de l'empire britannique, qui était, comme l'avait compris Hitler, indispensable au maintien de l'ordre et de la civilisation dans le monde, il y a l'Inde, trahie et perdue dans des conditions aussi dramatiques que misérables.

« J'ai toujours blâmé ensemble M. Attlee (plus tard lord) et lord Mountbatten pour le crime de l'Inde, écrit William Brittain dans « Time & Tide ». Ce grand continent fut poussé précipitamment et prématurément dans « l'indépendance », qui signifia une guerre religieuse causant la mort de deux millions de personnes lors de ce que l'Encyclopédie britannique appelle un « massacre hideux », et fit de l'Inde un pays en faillite, dépendant pour son existence de l'aide des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et dépendant également de ces deux mêmes pays pour être protégé d'une invasion chinoise ».

Nous savons maintenant que Mountbatten porte dans ce crime une responsabilité beaucoup plus lourde que l'insignifiant Attlee, petit bourgeois, honnête au demeurant, mais égaré dans un socialisme marxisant pour ronds-de-cuir. Socialiste, Attlee désigna naturellement un homme de gauche comme vice-roi des Indes. Et ce fut Mountbatten, qui, rappelons-le, déclarait à Tom Read du « Daily Mirror » en octobre 1966 : « Il n'y a qu'une seule description qui me convienne, et c'est celle de progressiste. Je considère que j'ai toujours été un homme de gauche ».

Mais — nous sommes en 1946 — avant d'accepter le titre, Mountbatten posa un véritable ultimatum à un Attlee effaré : « Je dois être autorisé à prendre mes propres décisions et le secrétaire d'Etat devra les accepter et les appuyer ». Mountbatten l'a lui-même relaté, lors d'une conférence donnée à Cambridge en novembre dernier. « Ce que vous demandez, répondit Attlee (après avoir consulté sir Stafford Cripps), est des pouvoirs plénipotentiaires supérieurs au pouvoir du gouvernement de Sa Majesté. Personne en ce siècle n'a reçu de tels pouvoirs ».

Attlee et Cripps finirent cependant par céder. Le résultat : l'immense chaos indien d'aujourd'hui. Hommes de petite envergure, ignorants des affaires du monde, pouvaient-ils le prévoir ? C'est leur seule excuse : médiocres et dérisoires gouvernants, ils ne prévoyaient rien.

« Mountbatten, poursuit William Brittain, favorisa Nehru au détriment de Jinnah, le chef des Musulmans qui s'étaient toujours montrés les plus loyaux envers la Grande-Bretagne et étaient d'excellents soldats. Contre les objections de ses conseillers, Mountbatten montra à Nehru, et non aux autres dirigeants indiens, les commentaires du Cabinet britannique sur la situation en Inde. Bien que Nehru ne voyait pas comment une Inde indépendante pourrait demeurer dans le Commonwealth, Mountbatten accéléra les choses ». Ensuite ? « La première chose que fit Nehru fut de rejeter la monarchie, tout en maintenant l'Inde dans le Commonwealth pour des avantages strictement monétaires et défensifs. Le Pakistan suivit en devenant une république, de même qu'une quantité de « nouveaux » petits pays ».

« L'entière négociation, précipitée, fit un tort énorme à la monarchie, mit fin à l'empire britannique, et déclencha le grand désordre qui s'est étendu au monde entier ».

Mountbatten, arrière-petit-fils de la reine Victoria, est un personnage qui, pour être de rang royal, est d'une vanité et d'une suffisance rares. C'est ainsi que, sur un ton de gloriole caractéristique, couvert à l'occasion de médailles de pacotille — car elles furent gagnées, appa-

remment, sur les champs d'un empire dont il a été le fossoyeur — il nous a raconté récemment, à la télévision, « l'histoire de ma vie ». Tout comme une Sophia Loren. Et il nous l'a racontée pendant des semaines. Le seul intérêt qu'eût pu comporter cette longue narration concernait évidemment l'abandon des Indes et les horreurs qui l'accompagnèrent. Le lord avait-il des regrets, au moins quelques scrupules ? Non, rien. Le coupable continue de se prendre pour un héros. Deux millions de morts, dix millions de personnes jetées à la rue ? Connaît pas.

Mountbatten, qui est-ce en réalité ?

Un descendant, certes, des princes de Hesse, des Battenberg. Et fier, dit-on, de cette ascendance germanique. Pourtant, avant la guerre, Mountbatten fut un adversaire vociférant de tout rapprochement anglo-allemand, qui eût pu sauver la paix, et de la politique de conciliation élaborée à Munich. Il est vrai que ce belliciste fut très influencé par sa femme : or, qui était celle-ci ? L'héritière du millionnaire juif Ernest Cassell, un associé des Schiff de New-York qui investirent vingt millions de dollars dans la révolution russe pour le triomphe du bolchévisme.

Juive, donc, cette Edwina devenue lady Mountbatten travaillait aussi, à sa manière, pour la conspiration communiste universelle : « Edwina, a écrit Alden Hatch dans le « Sunday Express » du 13 juin 1965, n'a jamais été membre du parti communiste, mais elle sympathisait avec ses objectifs ».

Or, dans une déclaration de lord Mountbatten reproduite par Malcolm Barker dans le « Yorkshire Post » du 11 novembre 1968, on lit : « En fait, nous partageons les mêmes opinions, mais je considérais comme une perte de temps d'essayer de convertir des réactionnaires, et parlais surtout à des gens qui partageaient notre manière de penser et étaient peut-être en mesure de faire quelque chose ».

Par exemple, pendant la guerre, Mountbatten était en termes étroits avec un agent des services de renseignement de la Marine, le juif Ewen S. Montagu, dont le

frère Ivor Montagu a longtemps été un actif militant communiste.

Ne rappelons que pour mémoire que lady Mountbatten fut une amie intime du communiste nègre Paul Robeson, et que le 26 janvier 1957, à la Nouvelle-Delhli, elle assistait aux côtés du maréchal soviétique Joukov à un défilé militaire. Le 26 janvier 1957, c'est-à-dire deux mois seulement après l'horrible répression du soulèvement populaire hongrois par les blindés du même Joukov...

*
**

Partageant les opinions de sa femme, lord Mountbatten était, et est encore sans doute, plus qu'un progressiste : un bolchévisant. On peut donc oser dire qu'en bradant l'empire britannique des Indes, ce lord communiste a bien travaillé pour Moscou, qui ne prospère dans le monde que dans et par le désordre.

Il y a eu, certes, d'autres coupables. Dans une lettre à « Time & Tide » publiée le 21 octobre 1965, Mrs N.D. Cooper, qui vécut longtemps aux Indes, écrivait : « La manière dont l'Inde fut rendue indépendante et fut partagée a été imposée par un acte politique, et je crois que cet acte politique fut dicté par Washington ». Le rôle joué par certains Américains, sous Roosevelt et ses successeurs « spirituels », dans la dislocation des empires européens est considérable, et il est connu. Mais pourquoi les Européens les laissèrent-ils faire ?

De fait, bien avant qu'une certaine Amérique n'entreprenne sa campagne anticolonialiste, il y avait déjà, en place, à Londres notamment, des traîtres en puissance. Qui se prenaient pour des idéalistes.

Dans un nouveau livre publié par la Britons Publishing Company, « La mort mystérieuse de l'empire britannique », le général Hilton rappelle qu'en 1924 déjà, deux hommes de gauche, Samuel Montague, secrétaire d'Etat pour l'Inde, et le vice-roi de l'Inde lord Chelmsford, travaillaient à « libérer » l'Inde. Dans leur notoire rapport publié à l'époque, ils écrivaient : « Nous devons introduire la révolution la plus radicale dans les idées tradi-

tionnelles du peuple au sujet des relations entre dirigeants et sujets ». C'étaient d'aveugles idéalistes qui croyaient dur comme fer au suffrage universel, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et autres principes ou théories judéo-maçonniques dont l'application a grandement profité au communisme.

En l'occurrence, s'agissait-il seulement de répondre à un vœu d'indépendance quasi unanime de la population ? Loin de là : le Rapport Montague-Chelmsford reconnaissait que « le nombre des Indiens qui réellement demandent des institutions libres ne dépasse même pas 5 % de la population ». Mais, poursuivaient Montague et Chelmsford, c'est « la foi qui est en nous » qui les poussait à introduire cette « révolution ». « Ainsi, remarque le général Hilton, des millions de malheureux furent-ils condamnés au massacre et à la misère ».

Pourquoi rappeler tout cela ? Parce que les terribles conséquences de la retraite britannique des Indes n'ont pas fini d'exercer leurs ravages. Le Pakistan est actuellement gagné par le désordre. En Inde, la dame Indira Gandhi, fille du Nehru de sinistre mémoire, nage dans le chaos. Les élections de février l'ont bien montré.

« Dans tous les recoins de l'Inde, écrit à ce sujet Pierre-Louis Lecour dans « Europe Magazine », une myriade de petits partis régionaux l'emportent, traduisant une fois de plus dans les faits une réalité que les mondialistes veulent ignorer et que le colonisateur avait réussi à dissimuler derrière son administration centralisatrice, à savoir le retour des pays sous-développés au système des tribus et des clans qu'ils n'ont jamais, historiquement dépassé ».

Au pouvoir en 1945, les conservateurs auraient-ils maintenu, contre vents et marée, la souveraineté britannique sur l'Inde ? La réponse est non. Lorsqu'ils revinrent au pouvoir en 1951, l'empire, bien qu'amputé du joyau indien et de la Palestine, restait encore un empire. Or, remarque le général Hilton, « durant les treize années de gouvernement par ce parti de droite, dont la politique déclarée, jusqu'alors, avait toujours compris le maintien de l'empire britannique, l'empire en entier fut désin-

tégré ». Le général Hilton considère que cette « conduite inexplicable » fut le résultat de « pressions extérieures ». Il écrit : « Il y a peu de doute que les politiciens tory des années 1951 à 1964 agissaient sous une influence étrangère d'une nature très contraignante durant la liquidation de l'empire britannique, et il y a peu de doute que cette influence était américaine. Cette conduite des affaires britanniques par des politiciens britanniques, agissant sous l'influence de l'étranger, constituait-elle une trahison de la confiance placée en eux par le Souverain et par l'électorat britannique ? L'histoire un jour les jugera. En attendant, il peut difficilement être contesté qu'il eût été infiniment plus honorable pour le leadership tory de 1951, en admettant que les conservateurs étaient effectivement soumis à d'intolérables pressions étrangères, de mettre en confiance l'électorat et de lui avoir expliqué qu'ils étaient contraints, sous pression américaine, de liquider l'empire ».

Tout cela est bien vrai, assurément, mais de nos jours, en nos démocraties d'Occident, combien de politiciens honorables et honnêtes connaissons-nous ?

Pierre HOFSTETTER.

La Chronique des Arts

A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE,
DEUXIEME CENTENAIRE DE LA NAISSANCE
DE CHATEAUBRIAND

Cette exposition, riche en souvenirs et documents de toutes sortes — autographes, manuscrits, pièces d'archives, objets personnels et mobiliers et qui tous évoquent la présence de l'homme — nous propose encore de très nombreux documents iconographiques. Peintures, dessins, estampes se rapportant aux personnages, aux lieux, villes, demeures, sites, paysages, qui, à défaut de ces documents photographiques contribuant si efficacement à évoquer la présence et la vie de nos plus proches contemporains, donnent à cette exposition un caractère *visuel*, lequel requiert l'attention de tous ceux qui sont plus sensibles aux images qu'aux témoignages de l'écriture, elle aussi très évocatrice mais dans la mesure même où elle fait appel aux puissances de l'imagination.



Il est un autre aspect de cette célébration, sur lequel aucun chroniqueur ne paraît avoir attiré notre attention. Et c'est très probablement le plus significatif, celui qui permet cet effort de remémoration, que de tels anniversaires ont pour but essentiel de nous engager à accomplir : amorce de ce voyage dans le passé empruntant

comme véhicule la pensée même de celui que nous entendons célébrer mais dont l'œuvre n'a, en fait, d'autre valeur que d'être le tremplin nous projetant en-deçà du présent, nous procurant cet élargissement de nous-même, de notre expérience personnelle, de nos facultés d'appréhension et de vision, nous donnant accès à ce que sans cela nous devrions considérer comme à jamais révolu et qui, grâce aux pouvoirs de l'esprit, ne le sera vraiment que lorsque les hommes ne seront plus ou, à la suite de je ne sais quel cataclysme planétaire, auront perdu toute mémoire de leur passé.

Je ne suis pas de ces critiques étroits qui, — passant au crible ses itinéraires, confrontant ses descriptions et ses relations avec celles des ouvrages auxquels le voyageur fit les emprunts destinés à pallier l'insuffisance de ses propres observations ou de ses souvenirs, — font grief à l'écrivain d'avoir donné le pas à l'imagination sur l'exactitude, d'avoir confondu trop souvent *choses vues* et *choses lues*. Ce procès de fait ou d'intention, bien d'autres non moins célèbres l'ont encouru, à commencer par Stendhal, empruntant des chapitres de son *Histoire de la Peinture en Italie*, Alexandre Dumas, dont l'œuvre tout entière n'est que réécriture, Hugo sans doute, Pierre Loti, ce frère puîné de *René*, Pierre Benoit, cet inépuisable conteur, qui décrit tous les pays de ses romans avant de les avoir jamais visités. Dans quelle mesure le vieil Hérodote ne nous en a-t-il pas conté sur les anciens empires d'un Orient fabuleux et Pausanias lui-même, le Baedeker de la Grèce antique, tous plus arrangeurs que stricts mémorialistes ? Là n'est pas la question. Chateaubriand a vu en Amérique, en Europe, en Asie mineure, au Proche-Orient, au cours de ses nombreux voyages, beaucoup de choses et beaucoup de gens. Il les a vus et très bien vus, avec le regard attentif de l'observateur et de l'artiste, sachant de manière incomparable interférer ses impressions, ses sensations et ses réflexions, celles de l'humaniste nourri aux bonnes lettres, habile à mettre ses pas dans l'empreinte d'illustres devanciers.

Quelle que soit la valeur documentaire des descrip-

tions et des relations de l'auteur du *Voyage en Amérique*, de *l'Itinéraire de Paris à Jérusalem*, du *Voyage en Italie*, du mémorialiste nous racontant une vie qu'il réinvente en partie pour la postérité, Chateaubriand reste un extraordinaire artiste, plus soucieux, en fait de vérité objective que de vérité subjective (ce qui est assez paradoxal au regard d'une critique apparemment plus préoccupée de la seconde que de la première...), le plus prestigieux artiste de toute notre littérature et qui n'a pas été sans exercer une influence considérable, non seulement sur les générations d'écrivains qui lui succédèrent mais, fait aussi intéressant quoique plus insoupçonné, sur de nombreux artistes peintres, dessinateurs, sculpteurs, musiciens, leur donnant le goût des images (il leur en a inspiré directement beaucoup), l'art de savoir regarder afin de mieux fixer ses impressions, le goût et l'art de savoir écouter afin de mieux enregistrer ses sensations et de pouvoir les transcrire musicalement sinon littérairement.

Ce caractère sensoriel de l'écrivain Chateaubriand est, à travers mes premiers souvenirs de lecture, celui qui m'a personnellement le plus frappé. Il m'a frappé écolier, avant même que je puisse l'aborder dans ses livres et par le seul truchement de quelques morceaux choisis de mes manuels. J'éprouvais cette même sensation avec certains extraits de Jean-Jacques, mais à un degré moindre et sans qu'ils me laissent cette empreinte de « *choses vues* » et telles qu'auraient pu les évoquer, à défaut des réalités correspondantes, les tableaux de certains peintres. Mais Chateaubriand n'est pas seulement un merveilleux paysagiste, il fut aussi un grand témoin, partant un grand portraitiste sachant nous délivrer en quelques traits incisifs la présence de ses modèles, personnages rencontrés, observés sur tant de scènes : mondaines, militaires, politiques, publiques, exotiques, folkloriques... : « *M. de Talleyrand, en vieillissant, avait tourné à la tête de mort : ses yeux étaient ternes, de sorte qu'on avait peine à les lire, ce qui le servait bien ; comme il avait reçu beaucoup de mépris, il s'en était imprégné, et il l'avait placé dans les deux coins pendants de sa bou-*

che ». Si au lieu d'entrer dans la carrière des armes, à laquelle le destinait sa naissance pour, après divers intermèdes, poursuivre une carrière diplomatique et politique, le jeune François-René avait pu envisager une carrière artistique, celle des lettres n'étant que l'accompagnement d'une carrière d'homme bien né, il eut très certainement excellé dans la pratique de son art.

F.-H. LEM.

LES LIVRES DU MOIS

E. E. SMITH, « La jeunesse de Staline », Stock.

Enfin, un livre de tout premier ordre, qui risque fort de bouleverser nos connaissances biographiques du Vozhd (chef) de la Russie Soviétique.

Analysant pour la première fois rationnellement les archives de la police secrète tsariste, la fameuse Okhrana, E. E. Smith paraît bien être parvenu à percer le secret de la vie de Staline. Staline, pour lui, n'a été, pendant des années, qu'un « agent provocateur » de l'Okhrana. Une thèse aussi extraordinaire fait, bien sûr, sursauter : comment un révolutionnaire aussi actif aurait-il pu être un espion de la police, comment surtout n'aurait-il pas, pour une raison ou pour une autre, été démasqué par ses camarades, ou dénoncé, après la chute du Tsar, par l'un de ses manipulateurs ?

Mais toutes ces objections n'emportent par l'adhésion :

— Azev, chef de l'organisation de combat du Parti Socialiste Révolutionnaire, a tranquillement mené pendant des années une double vie d'indicateur efficace de l'Okhrana et de terroriste particulièrement actif, sans en paraître le moins du monde troublé. Il n'a été démasqué que par une suite de hasards (et, ironiquement, par Savinkov, son successeur à la tête de l'O.C. et son meilleur ami et fidèle partisan), sans que jamais la police tsariste ne modère des activités pourtant plus graves à l'époque que celles de Staline (tel l'assassinat du grand-duc Serge, oncle du Tsar Nicolas II, en 1905).

— Malinovsky, chef du groupe parlementaire bolchevick du Parti Social-Démocrate Ouvrier Russe (P.S.D.O.R.), a été, pendant des années un espion de l'Okhrana parmi les amis de Lénine, et n'a finalement été démasqué que par des imprudences des agents de l'Okhrana chargés de le « manipuler », après la prise de pouvoir par les révolutionnaires. Il avait d'ailleurs été plus ou moins « grillé » par son engagement spectaculaire (accompagné d'une gratification de 6.000 roubles) dans les rangs de l'armée russe en lutte contre l'Allemagne, ce qui était bien évidemment en contradiction avec la ligne politique suivie par le parti bolchevick.

— Gapone, le pope révolutionnaire, est un cas encore plus connu d'agent double, à la fois renseignant la police sur les faits et gestes des adhérents du syndicat qu'il dirige, et sincère agitateur révolutionnaire, lançant ses militants à l'assaut du pouvoir. Là encore, la découverte de son rôle par les

révolutionnaires, due une fois de plus à des hasards et surtout à des dépenses louches, n'était nullement inévitable.

Ce faisceau d'exemples concordants montre donc que si Staline a bien été un agent double, son rôle aurait très bien pu ne pas apparaître aux yeux de ses camarades avant 1917. Mais après 1917 ? Pourquoi aucun des agents et l'Okhrana l'ayant utilisé n'a-t-il rendu public un tel fait pour déconsidérer et peut-être abattre l'exécuteur de tant des siens ? Pour ce faire, il faut avoir en pleine lumière les structures de cette si vantée Okhrana, ancêtre vénérable de toutes les polices politiques du XX^e siècle (de la Tchecha-G.P.U.-N.K.V.D.-M.V.D.-K.G.B. russe à la Gestapo-S.D. allemande, à l'O.V.R.A. italienne ou aux multiples variétés de cette espèce qui ont fleuri et fleurissent un peu partout dans le monde.

Référons-nous donc d'abord à l'excellent tableau qu'en donne E. E. Smith.

Héritière de la III^e Section de la Police, elle est définitivement créée en 1881, pour lutter contre les terroristes de la Narodina Volia (Volonté du Peuple). Rapidement structurée en un « département intérieur » et une puissante « Agence Etrangère » opérant depuis Paris de 1882 à 1917, l'Okhrana acquiert rapidement une efficacité redoutable.

Voici quelques notes sur son organisation :

« ...Le personnel de l'Okhrana se composait de fonctionnaires, de bureaucrates et d'agents. Les officiers du Corps Séparé des Gendarmes représentaient la crème de la crème. Ils étaient assistés par des fonctionnaires civils. Le personnel de surveillance comprenait des sous-officiers des forces armées.

...Chacune des divisions de l'Okhrana avait des espions dans les organisations révolutionnaires de sa région. C'est ainsi qu'à une certaine époque dans tous les groupes socialistes de Tiflis on comptait en moyenne deux agents doubles qui ne se connaissaient pas.

...Les agents provocateurs vont pénétrer désormais (1900) dans tous les comités secrets et ils s'infiltreront dans l'organisation de Lénine. De 1900 à 1917, la police tsariste surveilla étroitement tous les mouvements du chef de la fraction bolchevique. Elle était au courant de ses déplacements et connaissait la plupart de ses résidences, tant à l'intérieur de l'Empire qu'à l'étranger... En fait, Lénine ne pouvait entretenir aucune correspondance sans que l'Okhrana en soit avisée. Les archives officielles du Département de Police nous donnent de multiples exemples de l'infiltration de ses informateurs dans les plus hauts postes de la hiérarchie du parti Social-révolutionnaire. »

Parallèlement à ce contrôle policier, l'Okhrana créait un organisme d'espionnage peut-être encore plus efficace, la Section Spéciale, qui, vers 1910, obtint le contrôle de l'Agence Etrangère de Paris :

« ...Les espions se glissaient dans tous les groupes révolutionnaires et dans toutes les missions diplomatiques accréditées auprès du Tsar.

...Dès 1905, le courrier de la légation américaine était lu avant d'arriver à destination. »

Pour expliquer le secret qui aurait pu entourer le cas Staline, agent double, citons ces lignes révélatrices, à propos du rôle des officiers de gendarmerie, opérant dans les provinces éloignées de Moscou (cas de la Géorgie, où s'agitait alors le jeune Joseph Djougachvili, futur Staline) :

« ...Ils recrutait et payaient des agents doubles et des indicateurs qui s'infiltraient dans les cellules des différentes factions. Ces informateurs étaient rarement connus sous leur vrai nom et leur salaire était prélevée sur des fonds secrets. L'Okhrana ne connaissait aucune restriction financière.

...Pour pénétrer dans les cellules maîtresses de ces différents groupes [révolutionnaires], tout agent de l'Okhrana devait occuper un poste dans la hiérarchie du mouvement. Si son passé lui donnait déjà accès dans les milieux clandestins, il était d'autant plus précieux. Mais, la plupart du temps, il fallait lui assurer une couverture et veiller à la maintenir solidement. Il arrivait fréquemment que, pour détourner les soupçons, le Département de Police arrête, emprisonne et exile un de ses agents. Souvent, l'Okhrana facilitait ou préparait l'évasion de ses espions pour leur donner plus de prestige aux yeux des authentiques révolutionnaires. »

Smith paraît avoir percé à jour la date précise d'entrée de Staline au service de l'Okhrana, lors de son expulsion du séminaire. Dès lors, tout s'éclaire, cette mystérieuse période de 6 mois qui s'écoule après le départ du séminaire et que la police utilise à dresser le nouvel agent provocateur, la suite d'arrestations qui décime fort rapidement les cadres du Parti Social-Démocrate Géorgien où entre ensuite le jeune agent double. Le 22 mars 1901, tous sont arrêtés, à l'exception du jeune « Soso » (diminutif de Joseph) qui échappe « miraculeusement » aux rafles de la police. Comme le dit Smith :

« ...Jusqu'en 1917, sa carrière est jalonnée d'épisodes de ce genre et nous le voyons, courageux jusqu'à la témérité, se lancer dans des activités révolutionnaires au nez et à la barbe des officiers de l'Okhrana. Et quand il lui arrive d'être arrêté, car il faut bien détourner de lui les soupçons, il réussit à s'évader toujours in extremis, avec une régularité et une facilité déconcertantes. »

Son départ de 1907 de Géorgie s'explique, lui aussi, aisément. Le « révolutionnaire » Koba (autre pseudonyme de Djougachvili) paraissait de plus en plus suspect à ses camarades (ce qui nous explique les sanglantes et, surtout, rapides épurations qui frapperont les deux tendances, bolchevique autant que menchevique, du Parti Social-Démocrate Géorgien).

A peu près brûlé, ses chefs de l'Okhrana l'envoient alors « au vert » à l'étranger, vers Lénine, dont l'activité inquiète visiblement les dirigeants de l'Empire Russe.

Les événements qui se déroulent après son retour en Russie, son arrestation et son « évasion » laissent aussi rêveur. Recherché par la police, il s'installe fort tranquillement à Bakou, lieu de ses précédentes activités, où nombre de fonctionnaires le connaissent fort bien, sans paraître craindre d'être arrêté. En mars 1910 il finit par l'être, et, à ce propos, Smith publie la note de l'officier responsable de l'Okhrana qui paraît s'excuser d'avoir dû arrêter l'agent d'un collègue (p. 190 du livre).

Pour qui s'étonnerait de l'effarante omniprésence des agents doubles dans l'organisation révolutionnaire, notons que :

« C'est ainsi qu'à l'origine l'Okhrana finança la Pravda, comme elle avait précédemment financé Nachalo (le Commencement), le premier organe marxiste légal publié en Russie. »

Quant au fait de la non-dénonciation des activités de Staline, on peut remarquer que celui-ci a jeté un voile épais sur ses amis de jeunesse et a fait liquidé discrètement les témoins. Les officiers de l'Okhrana au courant de sa vie double ne devaient être qu'une poignée et leur liquidation n'a pas dû être très difficile de le faire sans bruit. C'est certainement ce qu'a dû faire Staline dans les journées troubles de la Révolution Bolchevique.

Le livre de Smith nous éclaire aussi sur l'Okhrana, dont les souvenirs de l'un de ses chefs, le général Guerassinov ont montré l'extraordinaire habileté. Si la Russie des Tsars s'est effondrée, ce n'est certes pas de sa faute, et l'on ne peut lui reprocher aucune erreur grave. Si la politique tsariste avait été du dixième aussi efficiente que sa police, les révolutionnaires n'auraient jamais emporté le trône et le monde aurait fait l'économie de la peste rouge.

François DUPRAT, « L'internationale Etudiante Révolutionnaire », Nouvelles Editions Latines, 1, rue Palatine, Paris-VI.

L'auteur des « Journées de mai 1968. Les dessous d'une révolution » (critiquées dans le n° 77 de D.O.) vient de publier un nouveau livre, consacré aux mouvements gauchistes dans le monde. Suivant la technique qui faisait l'intérêt de son livre sur mai, Duprat analyse les formations extrémistes de l'intérieur, traçant un tableau complet de leurs forces, de leurs chefs, de leurs possibilités d'action.

Le livre comporte trois parties :

— Dans la première, on trouve une étude sur les conditions

qui ont permis la montée du gauchisme dans le monde (crise du communisme, guerre du Viet-nam, problèmes de la jeunesse face à une société inhumaine).

— Dans la seconde partie, la plus étendue, l'auteur part de l'exemple américain, étudie les mouvements gauchistes en Allemagne, en Espagne et en Italie. Un chapitre très complet est consacré à l'étude systématique des gauchistes français. D'autres analyses portent sur les pays du Tiers-monde, le cas castriste, le Japon et ses formidables combattants étudiants des Zengakuren. Cette partie se termine par le tableau de l'opposition étudiante gauchiste dans le Bloc Soviétique, au travers des exemples polonais, tchèque et russe.

— Dans une troisième partie, F. Duprat étudie les appuis internationaux de la nouvelle internationale, le rôle des Services Secrets dans son financement et ses moyens d'action, les chances d'organisation et le développement de celle-ci.

En annexes, figurent des études fort intéressantes sur les méthodes d'action des gauchistes en France, sur les méthodes de répression des gouvernements contre les révolutionnaires étudiants, un index des mouvements cité et, surtout, une note très pertinente sur l'évolution du Trotskysme ces vingt dernières années. Vu la part considérable que prend le Trotskysme dans l'agitation étudiante (en France, deux des trois plus importants mouvements gauchistes, « Rouge » et l'Alliance des jeunes pour le Socialisme sont trotskystes), cette annexe est particulièrement enrichissante, la documentation sur ce sujet étant quasi inexistante.

Par ce nouvel ouvrage, F. Duprat tend, de plus en plus, à être présenté comme le spécialiste le mieux informé des gauchistes et son livre donne une image extrêmement fidèle et réaliste de ceux-ci.

Au moment où l'actualité nous présente, tous les jours, les récits des « exploits » des gauchistes, un peu partout dans le monde, sans que leurs mouvements nous soient, au moins sommairement, décrits, la lecture de l'Internationale Révolutionnaire Etudiante s'impose pour les lecteurs de D.O. qui auront ainsi un instrument de base indispensable à la compréhension de la crise révolutionnaire qui travaille la jeunesse mondiale.

Carl et Shelley MYDANS, « Une paix violente », Stock.

Ou l'art d'écrire n'importe quoi. Ce « livre » (sic!) est fait par un collage d'articles de correspondants de guerre sur les guerres et insurrections de ces vingt-trois dernières années. La présentation montre une compréhension historique digne d'un médiocre élève de 3^e, les articles eux-mêmes ont été choisis au petit bonheur, les photos sont, en général, archi-

connues. Si le « journalisme d'actualité » style Edition Spéciale a donné un salutaire coup de fouet à l'édition, il ne doit pas devenir, comme c'est le cas ici, l'utilisation par des analphabètes de la colle et des ciseaux pour faire un livre en découpant au hasard des passages d'articles déjà parus.

Edouard CALIC, « Le Reichstag brûle », Stock.

Le journaliste yougoslave Calic, auteur d'un fort méchant livre sur la SS « Himmler et son empire », récidive dans ce livre qui prétend, pour la nième fois, vouloir prouver que ce sont les nazis qui ont incendié le Reichstag, en manipulant le simple d'esprit Marinus Van Der Lubbe. Or, toutes les interprétations de Calic se heurtent devant le faisceau de preuves qui a entraîné, en 1968, la justice allemande à reconnaître la culpabilité posthume de Van Der Lubbe. Oui, celui-ci, membre du groupe trotskyste de l'Allgemeine-Arbeiter-Union (Union générale ouvrière) et ancien militant du PC hollandais, a bien incendié le Reichstag, très probablement sans aucun complice. La brutale réaction des SA et des SS a empêché ensuite la formation de combat du PC (Antifa et Rôte Front Kämpfer) de soulever, ainsi, d'ailleurs, que le « crétinisme » parlementaire de nombreux chefs du PC, dont Torgler, co-accusé de Van Der Lubbe au procès du Reichstag.

En bref, un livre comportant incidemment des détails intéressants, mais encombré de mensonges et de déformations systématiques de la vérité.

Colonel R. du JONCHAY, « La Résistance et les communistes », France-Empire.

Seul officier d'active survivant de l'Etat-Major National des F.F.I. ayant travaillé sur le sol métropolitain, le colonel du Jonchay a écrit son livre en vue de protester contre la présentation systématiquement procommuniste des derniers ouvrages parus sur la Résistance. Comme dans tous les ouvrages consacrés à cette période, il s'agit d'un plaidoyer prodomo. parsemé de perles habituelles, telle la pieuse reprise du mensonger rapport du II^e Bureau en mai 1940, disant que les Allemands nous attaquaient avec 7.500 chars (ils le firent avec 2.800, soit moins que ceux dont disposaient les Franco-Anglais). Nous avons droit ensuite au tableau idyllique de la « bonne » résistance anticommuniste, face à la mauvaise, celle des « hordes rouges ». De temps en temps, quelques vérités sur la gabegie F.F.I.-F.T.P.F., les massacres, les vols et pillages de ces jolis messieurs, mais l'auteur figé dans son style « culotte de peau » ne paraît pas s'être rendu compte

qu'à l'époque d'autres personnes luttèrent, elles, les armes à la main contre le communisme, au lieu d'en être les jouets. Quant aux crimes de la Résistance, ils ont été autant le fait des « bons maquis » que des « mauvais », chacun lançant ensuite ses crimes au visage de l'adversaire. L'auteur veut nous faire croire à la formidable efficacité de la résistance. Qu'il se reporte donc à « L'Histoire des SS » de François Duprat, où celui-ci prouve irréfutablement que les troupes engagées contre le maquis en France étaient infimes par rapport à celles déployées contre les partisans yougoslaves ou polonais.

Encore un livre qui n'apportera aucune véritable lueur sur cette tragédie, qui vit le communisme y gagner les positions qu'il tient encore, grâce à la cécité politique des gens comme le très honorable auteur de « La Résistance et les Communistes ».

Robert CAZENAVE

Jacques CORDAY, « Cœurs et Croix », Ed. Points et Contrepoints, 13, rue Gérando, Paris (9^e).

Heureusement, nous avons encore quelquefois l'exemple des vies sages, mesurées, méditatives, qu'on rencontrait en très grand nombre autrefois. Nous entendions l'autre jour M. de Montbrial exprimer des réflexions pleines de bon sens, de pondération en même temps que de générosité. C'est bien cet équilibre, cette riche et ferme expérience humaine, qu'on retrouve dans les poèmes qu'il donne sous la signature de Jacques Corday, sous le titre de **Cœurs et Croix**. Ce recueil comporte des pièces de différentes dates qui empruntent leur résonance à l'expérience de toute une vie. Un mot de Charles Maurras placé en tête du recueil, nous rappelle sous quelle influence ces poèmes ont été écrits. Les premiers groupés sous le titre de **Prémices** nous paraissent appartenir à la jeunesse de l'auteur. Ensuite, **Les Saisons** jalonnent les différentes étapes de sa vie, puis **Les Mythes, Cœurs, Croix**, renvoient aux thèmes principaux de sa pensée, de sa sensibilité, de sa foi. C'est un de ces « livres de raison » comme on en écrivait autrefois, mais celui-là est en beaux vers, d'une poésie parfois secrète, et d'autres fois solide, vengeresse, portant les cicatrices qui sont celles de toute une génération. A la fin, une méditation sur ce roi de Thulé dont parlait Baudelaire, clôt ce recueil sur un symbole : « L'éternel romantisme » nous fait oublier les devoirs virils et les joies simples, nous n'avons pas de coupe à jeter à la mer comme le prince des brumes, mais chacun de nous doit boire avec reconnaissance et, s'il le faut, avec courage, le breuvage mêlé de joie et d'amertume que lui apporte la vie.

Mémoire

sur les accidents de la route

Cette lettre, adressée le 16 janvier 1969 à Monsieur le Ministre de l'Intérieur est restée jusqu'ici sans réponse.

J'avais adressé, fin 1967, à votre prédécesseur, M. Christian Fouchet, ma *Lettre ouverte sur les accidents de la route* (1), M. Chr. Fouchet s'étant fait fort, au cours d'un entretien télévisé, d'aller au fond du problème : une de ces déclarations probablement sans conséquence, dont ce personnage, aussi suffisant qu'insuffisant, était coutumier. Je l'avais cependant pris au mot et, comme ma sœur Anne ne voyant toujours rien venir, j'avais pris soin d'aller moi-même au fond de ce problème des accidents sur la route, à la fois si simple et si cruel et qui pour être résolu n'exigerait que lucidité, courage, résolution, trois vertus faisant généralement défaut à ceux auxquels elles seraient le plus nécessaires.

En conclusion de cette lettre, dont vous avez pu prendre connaissance et dont le premier et principal destinataire fut le seul à ne jamais accuser réception, j'assignais à ce ministre présomptueux un rendez-vous « *chiffres en main* » à la date fatidique du 31 décembre 1968. L'échéance est venue, mais au rendez-vous il n'y avait que moi de présent, M. Chr. Fouchet rendu entre temps au culte de sa douillette personne et aux loisirs qui lui permettent de perfectionner sa rhétorique parlementaire et de réviser sa syntaxe.

(1) Cette brochure a été éditée par les *Editions des Sept Couleurs* sous le titre « *Le fond du problème : lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Intérieur sur les accidents de la route* ».

Non seulement rien n'a changé sur les routes de France, mais on y meure un peu plus fréquemment tous les jours, et de 12.700 tués en 1967 on passait, en 1968 à plus de 14.000, encore ces statistiques pudiques sont assez loin de donner le nombre exact de tous les Français morts stupidement dans une voiture, devant une voiture ou après être sorti d'une voiture, et cela parce que M. Christian Fouchet, pris par d'autres sollicitations n'a pas eu le temps d'aller au fond du problème, et parce que faire et défaire c'est toujours faire quelque chose et qu'il faut bien « *que tout le monde vive* », comme le disait un clochard sympathique en ouvrant les portières, à l'époque bénie où on ouvrait les portières ailleurs que dans la cour de l'Élysée.

A l'annonce de ce bilan, qui pourrait passer pour consternant, les milieux autorisés ne se sont pas émus pour autant et les journaux se sont immédiatement fait l'écho de cette énormité (on ne peut pas toujours accuser le temps ou l'insuffisance du réseau routier) : « *Si l'on meurt avec autant de facilité sur les routes la faute en est à l'alcoolisme* », les pourcentages seuls faisaient l'objet de quelque incertitude. Il est à peine besoin de faire observer qu'il n'y a pas eu plus de pochards ou d'éthyliques dans la France de 1968 que dans celle de 1967 ou des années précédentes.

Si bien qu'au record de l'alcoolisme international, nous sommes bien près d'adjoindre celui du nombre le plus élevé des tués sur la route en le reprenant à l'Allemagne fédérale, qui grâce au développement de ses autoroutes, à une euphorie économique exemplaire sacrifiait l'année dernière encore plus de 15.000 bons Allemands au dieu de la vitesse. Tout compte fait, on peut donc considérer notre pays comme en pleine expansion.

Je pense que ce petit mémorandum n'était pas inutile, avant de vous rappeler, une fois de plus, ce que je me suis employé à vous exposer, à vous démontrer par toutes les ressources de la dialectique, étayée par d'indiscutables statistiques et le recours au simple bon sens : si l'on veut vraiment faire cesser les hécatombes de la route, le gaspillage insensé de vies humaines, d'énergie, de capi-

taux et de moyens matériels qu'elles constituent ou qu'elles entraînent — et cela sans qu'il soit tenu compte du contexte psychologique intolérable dans lequel elles s'insèrent — il n'est pas d'autres moyens que ceux résultant d'une limitation générale et absolue des vitesses de circulation des véhicules automobiles, en fonction de leurs catégories : tourisme, utilitaires, poids lourds. Cette limitation implique avant de recourir aux limitations techniques nécessaires l'utilisation de régulateurs adéquats sur tous les types de véhicules en circulation. Cette limitation générale devrait comporter dans ses applications pratiques des limitations relatives sur les divers types de routes, classées en trois catégories : autoroutes, routes à grande circulation, routes secondaires.

Ce n'est qu'à partir de cette réglementation fondamentale, qu'il sera possible de faire intervenir et d'appliquer avec toute la rigueur possible, les prescriptions subsidiaires et circonstanciées, permettant de donner à la circulation automobile son caractère fonctionnel, normal, utile, de prévenir la majorité des accidents qui font actuellement des routes de France ce qu'il y a de plus dangereux et de plus malsain sur toute l'étendue du territoire national.

Profiterais-je de ce nouveau rappel au bon sens et au bon droit pour énoncer quelques vérités premières relatives à la manifestation de cette véritable hystérie collective de l'automobile, sorte de passion maniaque, qui se traduit dans tous les comportements de l'homme d'aujourd'hui, dans ses habitudes, dans ses conversations dans la presse, dans la littérature, ayant pris figure d'un mythe entretenu, célébré par des rites collectifs, dont les compétitions automobiles, prétendues sportives, ne sont pas les moins significatives, ni les moins nocives et qui dans un pays prétendu civilisé devraient être totalement prosrites.

Tant que l'automobile sera considérée comme objet de divertissement, comme instrument de compétition et cela par les moyens les plus patents comme les plus détournés, tant qu'une sage politique sociale et économique ne se sera pas employée à faire de la voiture automobile

ce qu'elle devrait être et ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, dans l'esprit et les usages de tous ceux qui s'en servent ou désirent s'en servir, un outil, un moyen de déplacement commode, utilitaire ou de loisir, ne devant comporter qu'avantages individuels et collectifs, les avantages individuels devant toujours avoir pour mesure l'intérêt collectif — tant que cette vérité de fait et de droit ne sera pas devenue évidente pour les pouvoirs publics responsables, dont c'est le rôle d'arbitrer les rapports de coexistence entre les citoyens à quelque condition qu'ils appartiennent, notre pays, comme d'autres d'ailleurs, se débattrait avec de faux et insolubles problèmes.

Qu'il y ait contre certaines mesures de simple assainissement une telle résistance, ouverte ou occulte, se manifestant ou se faisant sentir à tous les échelons de la hiérarchie administrative, dans tous les milieux, parlementaires, gouvernementaux, politiques, syndicaux, que la grande presse dans sa majorité, pour ne pas dire sa totalité, soit inféodée aux conceptions aberrantes et absurdes des membres de la Chambre syndicale des constructeurs, ayant fait de la commercialisation de la vitesse l'impératif premier de toute leur publicité, de toutes leurs sollicitations à l'égard d'une clientèle, qu'ils cherchent à séduire par toute sorte de moyens, sans se préoccuper le moins du monde de l'intérêt général, non plus que de l'intérêt particulier bien compris de leurs clients, c'est avec de telles options que l'on mène une société à sa décadence et à sa ruine.

L'automobile a pratiquement soixante ans d'existence. Considérée d'abord comme un objet de luxe, un signe de richesse, et partant de supériorité sociale, au même titre que les équipages d'autrefois, on doit admettre que toute l'éthique, se rapportant à l'automobile et à son usage, dérive de cette fausse situation initiale et qui n'est pas encore si lointaine. Mais alors que durant les premières décennies le nombre relativement limité des voitures en circulation, leurs performances restreintes (quoique ayant très vite atteint le plafond tolérable) faisaient de l'automobile une sorte d'objet magique, un jouet pour

adultes bien rentés, son intégration dans le cadre de la vie, du fait même qu'elle avait un caractère exceptionnel, resta possible.

Mais depuis que la voiture automobile, passée dans les usages au point d'en affecter les mœurs, a progressivement envahi tous les secteurs de la vie, nous imposant sa présence visuelle et sonore partout et à tout moment, rendant l'ambiance de nos agglomérations, grandes et petites, absolument hallucinantes et inhumaines, toutes ces valeurs premières et périmées sont à réviser, à réviser radicalement, si nous ne voulons pas que l'automobile devienne ce qu'elle est déjà en partie : un fléau social, aussi redoutable et aussi inéluctable que les grandes épidémies médiévales après avoir cessé d'être un agent de progrès matériel et un stimulant économique.

En fixant à 80 km.-h. la vitesse limite de circulation sur les tronçons du périphérique (ce qui pour un conducteur français, ami de la litote, estimant qu'on lui prescrit moins pour lui permettre plus, l'incline à circuler sur cette voie à des vitesses absolument incontrôlées), en s'en tenant aux 60 km. du Code sur l'ensemble du réseau urbain, vitesse elle-même aberrante (et je ne cesserai de le répéter), vu les conditions mêmes de cette circulation, ce qui se traduit toujours, pour peu que les circonstances le permettent et comme une sorte d'effet de compensation psychologique, par des vitesses également incontrôlées, on a autorisé, instauré un régime d'incohérence et d'insécurité, dont on constate quotidiennement les conséquences néfastes, soumettant la population parisienne à un régime intolérable et n'offrant que deux alternatives : la dépression nerveuse cyclique, une apparente adaptation, pire encore car elle a pour condition l'inconscience ou l'abrutissement avec ces signes non équivoques que révèlent l'état mental, l'encombrement des hôpitaux psychiatriques — 60 % des psychoses déterminées par l'obsession du bruit —, la consommation massive des produits analeptiques et neuroleptiques, les drames quotidiens bouleversant les familles, la délinquance juvénile, la montée croissante des statistiques criminelles et l'impuissance de la police préventive

et répressive débordée dans ses effectifs et ses moyens.

Non seulement il conviendrait de prendre les mesures réglementaires de base qui s'imposent, avec une limitation rigoureuse et contrôlée des vitesses de circulation intra-muros — 60 sur le périphérique, 50 sur les grandes voies, 40 et moins sur les voies étroites et secondaires, — circulation en couloirs sur voies matérialisées dans tous les passages souterrains (où les accidents sont de plus en plus fréquents et de plus en plus graves), sur les grands itinéraires où le sectionnement par feux d'interdiction est non seulement inopérant mais aggravant par le caractère spasmodique qu'il donne à la circulation et auquel pourrait seule remédier une circulation fluide et continue s'opérant à des niveaux acceptables et qui ne devraient, en fait, ne jamais outrepasser le 45 km.-h. Faut-il vous faire observer que cette vitesse de 60 km.-h. fixé par le Code, ne correspond en aucune manière aux exigences d'une circulation s'effectuant aux cadences actuelles et que partout ailleurs dans le monde, cette vitesse est limitée à 50 km.-h. ou 30 *miles* dans les pays anglo-saxons ? Faut-il aussi vous faire observer que les normes fixées, sur le plan phonique, en application de l'article 70 du Code de la route, restent pour toutes les catégories de véhicules trop élevées et qu'elles pourraient et devraient être réglementairement abaissées d'environ dix décibels pour tous les types de véhicules et qu'après les délais de mise en application toute infraction devrait être automatiquement relevée, sanctionnée sévèrement par les soins d'une police, devant elle-même faire l'objet d'un recyclage et d'une rééducation de tous ses préposés ? Tous les jours on peut constater la parfaite indifférence des gardiens de la paix aux infractions flagrantes dont ils sont les témoins impavides. Je ne manque jamais, ainsi qu'il est de mon droit et de mon devoir, de les rappeler occasionnellement à la conscience des règlements qu'ils sont chargés d'appliquer. Je constate, chaque fois, la même stupéfaction et j'ai l'impression de m'être adressé à un somnambule que je viendrais de tirer de son rêve.

Les journalistes professionnels s'extasient sur le fait

qu'on pourra bientôt sur une voie périphérique, entièrement équipée, faire le tour de Paris en 29 minutes, alors qu'on le traverse déjà par sa voie expresse, ouest-est, en 16 minutes, bien qu'aucune raison valable et d'aucun ordre ne justifie et n'autorise ces performances, non seulement inutiles et dangereuses mais traumatisantes pour les riverains, dont on néglige simplement l'existence. Demandez à un automobiliste, qui accélère inconsidérément sur une chaussée parisienne, et chaque fois qu'il en a l'occasion, pourquoi il transgresse délibérément la vitesse limite prescrite, cependant si largement suffisante au point d'être abusive, à quelle nécessité répond cette performance toute relative et sans aucune conséquence sur son emploi du temps, s'il est sincère, il répondra « *pour le plaisir* ».

Dois-je vous fixer, Monsieur le Ministre, un autre rendez-vous de décembre, fin 69, quand tout laisse prévoir que les Français, grâce à l'immobilisme de vos services, se seront enfin adjugés ce sinistre record, tant convoité de l'Allemagne Fédérale, avec dès lors 18.000 tués sur les routes de France ? Le gouvernement actuel, en se refusant à prendre les mesures réglementaires, tant de fois envisagées mais toujours renvoyées aux calendes grecques, se disqualifie au regard de tous les citoyens de ce pays, honnêtes et qui réfléchissent, comme il le sera dans le jugement des générations futures, revenues de ces pratiques imbéciles et inhumaines.

F.-H. LEM.

Post-Scriptum : A peine est-il besoin de signaler que les tentatives de limitation de vitesse, qui vont être prescrites, à titre d'expérience scientifique ! (M. Gilbert Dreyfus dixit) sur 1.600 kilomètres de tronçons de route, sont inutiles et absurdes, la preuve de la nécessité de telles mesures ayant déjà été administrée par des expériences analogues.

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 872

L'ASSOCIATION DES « AMIS DE
ROBERT BRASILLACH »

Il y aura vingt ans cette année que notre président, M. Pierre Favre, a fondé, à Lausanne,

l'Association des Amis de Robert Brasillach, qui s'est vouée au service de l'œuvre et du souvenir d'un des plus grands écrivains et poètes de la France contemporaine.

Pierre Favre et ses amis ne voulaient pas que tant de pages admirables demeurent inconnues de la génération montante, victimes de la consigne du silence.

« Nous ne voulions pas qu'on oublie Robert Brasillach et son attitude devant la mort ».

Nous savions que, peu à peu, si nous y aidions, le voile se lèverait, que l'homme et l'œuvre reprendraient leur place parmi les premières, que Robert Brasillach susciterait, par delà les opinions et prises de position sur un moment de la vie française, un front de l'amitié.

La réédition de précieux volumes, longtemps introuvables, l'adhésion d'un millier d'amis de Robert Brasillach venus de tous les pays, représentant des idéaux divers, la réunion de documents, témoignages et souvenirs, nous ont donné raison : Robert Brasillach, vivant et présent, continue à enrichir spirituellement la génération dont il fut le témoin et celle qui fait la relève.

L'Association a déjà publié dix substantiels *Cahiers des Amis de Robert Brasillach*, de haute valeur littéraire, qui rassemblent une abondante et précieuse documentation.

Mais c'est surtout *de votre adhésion* que nous avons besoin, car nous ne sommes pas encore assez nombreux pour réaliser les vœux de tous ceux qui nous aident et je voudrais apporter à notre fondateur, pour ce vingtième anniversaire, la relève nécessaire à l'épanouissement de sa merveilleuse entreprise.

Ecrire pour renseignements et adhésions à
M^{me} L. Legastelois, 13, rue des Montibœufs,
PARIS (20^e) — C.C.P. Paris 9245.65

LES SEPT COULEURS, B.P. 46-06, Paris (6^e)

En Souscription
HORS COMMERCE

Maurice Bardèche

SPARTE ET LES SUDISTES

Edition originale

Texte intégral

L'ouvrage politique le plus important de Maurice Bardèche

Tirage hors commerce limité à 200 exemplaires numérotés
sur alfa et 5 exemplaires sur Japon.

Prix de l'exemplaire sur alfa **45 F**

Pour souscrire à l'un des cinq exemplaires sur Japon,
nous écrire directement.

Une édition ordinaire dont le texte sera plus court paraîtra
quelques mois plus tard.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM

ADRESSE

désire recevoir exemplaires de Maurice Bardèche :

Sparte et les Sudistes (édition originale hors commerce).

Ci-joint F en mandat, chèque bancaire ou

virement à notre compte postal,

Les Sept Couleurs, 2182.19 Paris

Signature :